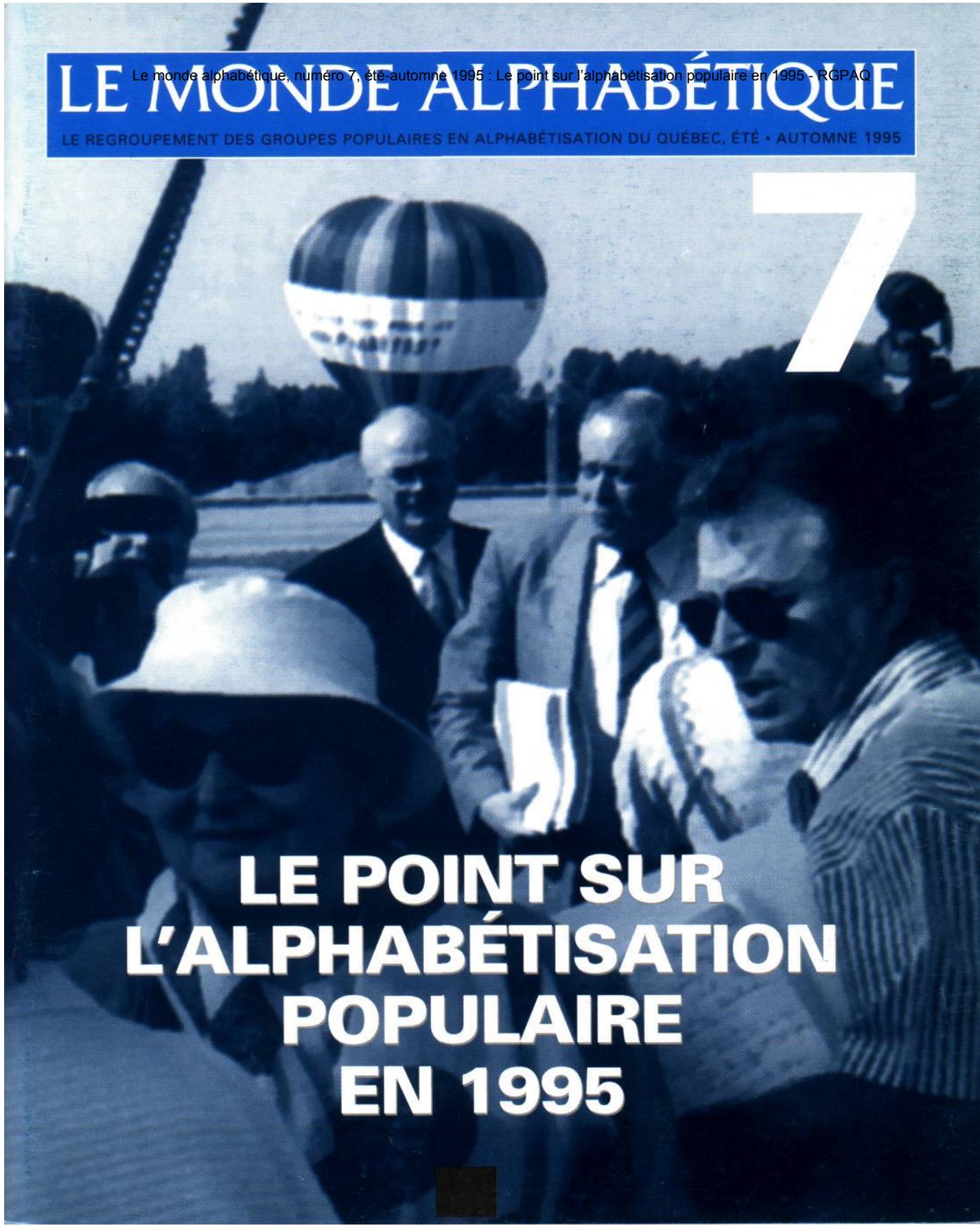


# LE MONDE ALPHABÉTIQUE

Le monde alphabétique, numéro 7, été-automne 1995 : Le point sur l'alphabétisation populaire en 1995 - RGPAQ

LE REGROUPEMENT DES GROUPES POPULAIRES EN ALPHABÉTISATION DU QUÉBEC, ÉTÉ • AUTOMNE 1995

# 7



## LE POINT SUR L'ALPHABÉTISATION POPULAIRE EN 1995

LA REVUE LE MONDE ALPHABÉTIQUE EST PUBLIÉE PAR LE REGROUPEMENT DES GROUPES POPULAIRES EN ALPHABÉTISATION DU QUÉBEC; ELLE SE VEUT LE REFLET DE L'ALPHABÉTISATION POPULAIRE ET ENTEND EN FAIRE LA PROMOTION. ELLE S'ADRESSE D'ABORD AUX ANIMATRICES ET AUX ANIMATEURS DES GROUPES POPULAIRES EN ALPHABÉTISATION AFIN D'ALIMENTER LEUR RÉFLEXION ET LEURS PRATIQUES.

**COMITÉ DE RÉDACTION :** Jean-François Aubin; Nicole Lachapelle, coordonnatrice du RGPAQ Richard Latendresse, animateur au Comité d'éducation des adultes de St-Henri (CEDA); Liliane Rajaonina, collaboratrice à la pédagogie au RGPAQ

**COLLABORATION POUR CE NUMÉRO :** Jean-François Aubin, Carole Bérubé, Françoise Bouchard, Sandra Chastenay, Lise Chouinard, Myriam Gauthier, Anne-Marie Gervais, Lucie Latraverse, Martin-Pierre Nombre, Lise St-Germain, Solange Tougas

**CONCEPTION GRAPHIQUE :**

Pierre Lachance

**PHOTO DE LA PAGE COUVERTURE :**

Claire Cousineau

**SAISIE DE TEXTES :**

Liliane Rajaonina

**RÉVISION :**

Claudine Vivier

**CORRECTIONS D'ÉPREUVES :**

Nicole Delva

La publication de la revue est financée par le Secrétariat national à l'alphabétisation à Ottawa. Le tirage est de 500 exemplaires. Le choix des thèmes et des textes est soumis au comité à qui revient la décision de leur publication dans la revue.

**PRIX:** à l'unité : 10,00\$

**CORRESPONDANCE :** Veuillez adresser toute correspondance au Regroupement des groupes populaires en alphabétisation du Québec, 5040, boul. St-Laurent, Montréal (Québec), H2T 1R7. Téléphone: (514) 277-9976 Télécopieur : (514) 277-2044

G RGPAQ 1995

Dépôt légal : Bibliothèque nationale du Québec et Bibliothèque du Canada  
ISSN:1183-515X



# LE MONDE ALPHABÉTIQUE

été • automne 1995

1

• Un second souffle ...

2

...RELIEFS

• Les ateliers d'aide aux devoirs et leçons

6

...ÉCHOS ET RÉFLEXIONS

- Colloque national sur l'alphabétisation familiale
- L'alphabétisation et les personnes sourdes

12

...DOSSIER

**Le point sur l'alphabétisation populaire en 1995**

- Retour vers le passé!
- Il était une fois...
- «Même les corneilles y étaient» :  
une conférence de presse en live air
- Une participante rencontre le ministre
- États généraux sur l'éducation?
- Alphabétisation et aide sociale : un ménage difficile

33

...CÔTÉ JARDIN

• Le champ d'ail de Déclic

36

...AU-DELÀ DE LA LETTRE

- Prix provincial «Reconnaissance Défi 1995»
- Témoignage d'une participante

39

...D'AILLEURS

- Une belle expérience d'échange Québec-Afrique
- Ikakené
- «Paniers à lire»

45

...COURRIER

46

...À VOIR, À LIRE



# Un second souffle...

Voilà déjà un an et demi, Micheline Séguin vous annonçait, avec beaucoup de regret, la suspension temporaire de la parution de notre revue, en exprimant aussi l'espoir de la reprendre dès que possible. Elle vous a envoyé un questionnaire pour vous demander votre avis, et vous avez été nombreux à souhaiter cette reprise. Quelques extraits de lettres dans la rubrique «COURRIER» en témoignent.

De notre côté, il nous tardait de renouer le dialogue et de jouer à nouveau notre rôle de relais d'échanges d'informations, d'expériences et de réflexions.

Voici donc ce numéro 7 tant attendu.

Le dossier fait le point sur l'alphabétisation populaire en 1995, en traitant des principaux enjeux passés et à venir. C'est déjà une longue histoire. Les besoins sont multiples et les ressources rares. Les groupes d'alpha n'ont cessé de se débattre pour survivre. Ces dernières années, ils ont réussi à mieux coordonner leurs efforts pour affronter l'État québécois, et oh! miracle!, la porte du ministère de l'Éducation s'est entrebaillée!

Tout est éducatif, dit-on, et les actions menées par les groupes, lieux de conscientisation, constituent l'outil pédagogique par excellence. C'est ce qu'illustrent l'article sur la «Conférence de presse en plein air» et le témoignage d'une participante qui a rencontré M. Garon, ministre de l'Éducation.

En cette période de bouleversements, de remise en question des programmes sociaux, d'États généraux sur l'éducation, nous espérons que le «Monde alphabétique» vous permettra de mieux comprendre quelques-uns des enjeux de l'alphabétisation en 1995.

La famille occupe une place de choix dans les chroniques qui vous sont familières. Ainsi, une expérience pratique vous est rapportée dans «RELIEFS», tandis que la rubrique «ÉCHOS ET RÉFLEXIONS» vous présente un colloque sur l'alphabétisation familiale.

Dans cette dernière chronique, l'article sur l'alphabétisation et les personnes sourdes inaugure une nouvelle série que nous nous proposons de consacrer aux problèmes particuliers de groupes ciblés.

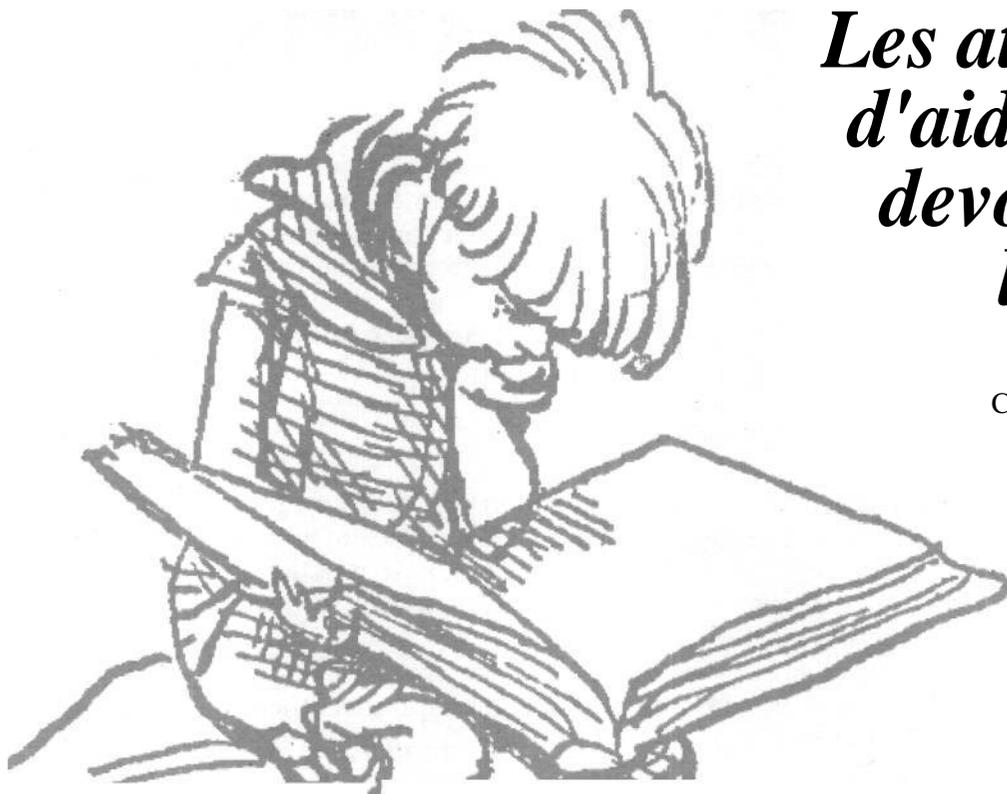
«COTÉ JARDIN» vous présente une activité génératrice de revenus basée sur la solidarité, et fait d'ailleurs appel à votre soutien.

La rubrique «DAILLEURS» nous vient du Burkina Faso et du Mali - des échanges avec le Québec qui s'avèrent porteurs de nombreux projets - et également de la Belgique, d'où vous est proposé un dialogue «hors de la culture instituée».

Enfin, vous retrouverez dans «À VOIR...À LIRE» la présentation de documents récemment publiés dont nous tenions à vous souligner l'intérêt.

Bonne lecture!

Liliane Rajaonina  
*Collaboratrice à la pédagogie  
pour le comité de rédaction*



## *Les ateliers d'aide aux devoirs et leçons*

Lise St-Germain,  
Centre d'éducation  
populaire de  
Pointe-du-Lac

LE Centre d'éducation populaire de Pointe-du-Lac est un organisme sans but lucratif qui regroupe les personnes et familles à faibles revenus. L'organisme est situé en Mauricie à l'ouest de Trois-Rivières, dans une zone semi-rurale. Cette municipalité compte une population d'environ 6 000 personnes dont 18 % sont analphabètes. Les ressources communautaires et institutionnelles sont rares dans cette localité. Notre organisme est en fait la seule ressource communautaire existante pour répondre aux nombreux besoins de la population. L'absence de transport en commun et de garderies constitue un pro-

blème majeur pour les familles à faibles revenus mais aussi pour nom organisme qui doit investir beaucoup d'énergie afin de rester le plus accessible possible et faire en sorte qu'aucun obstacle n'empêche la participation des personnes.

Au Centre d'éducation populaire de Pointe-du-Lac, des parents accompagnés de leurs enfants participent deux à trois fois par semaine aux ateliers d'aide aux devoirs et leçons.

En famille, ils viennent donc au Centre, après l'école ou le soir, afin d'être accompagnés

et soutenus dans cette tâche quotidienne et souvent très difficile de leur vie de parents.

Les parents : ce sont surtout des femmes analphabètes complètes ou fonctionnelles, et surtout dépassées par les méthodes d'apprentissage scolaire de leurs enfants. Ce sont des personnes qui se sentent souvent isolées dans ce rôle et démunies devant le processus d'apprentissage scolaire des enfants.

Les enfants : ce sont des enfants de la première à la sixième année qui fréquentent les petites écoles du village. Ils ont, à divers degrés, des difficultés à faire leurs devoirs et apprendre leurs leçons.



## Le recrutement

Le recrutement des parents n'est pas chose simple pour ce type d'atelier. Il faut expliquer clairement dans la publicité que la présence des parents est essentielle pour qu'un enfant participe aux ateliers. Dans le contexte social actuel, concilier la famille et le travail n'est pas toujours facile. Tous les parents sont intéressés par les ateliers de devoirs et leçons, mais ceux-ci ne servent surtout pas à pallier au manque de temps des parents qui travaillent.

Il faut dire qu'au départ, l'idée de mettre sur pied des ateliers d'aide aux devoirs et leçons nous est venue de nos problèmes de recrutement en alphabétisation. Pointe-du-Lac est un petit milieu dans lequel les personnes sont facilement identifiées. Nous nous sommes alors dit qu'un service d'aide aux devoirs rejoindrait probablement des parents analphabètes qui ne viendraient pas au centre uniquement pour s'alphabétiser. Notre défi consiste à rejoindre par la publicité les parents que nous ciblons sans pour autant les identifier et les marginaliser.

Nous avons commencé par établir des contacts avec les écoles élémentaires du village afin de les sensibiliser au problème de l'analphabétisme et à l'importance de la prévention.

Nous avons ainsi obtenu la collaboration des écoles (directrices, enseignants et enseignantes, conseil d'orientation

et comités de parents) pour le recrutement des familles. Plusieurs étapes de recrutement sont nécessaires : en début d'année, nous distribuons dans les sacs d'école des enfants des dépliant qui ont été expliqués aux enfants par les enseignantes ou enseignants.

À chaque remise de bulletin, c'est-à-dire quatre fois par année, des dépliant sont brochés avec le bulletin de l'enfant. À la première remise de bulletin, tous les parents doivent se présenter à l'école pour recevoir le bulletin de leurs enfants. En général, tous les parents viennent assister à cette rencontre. À cette soirée, notre organisme est aussi présent. Nous avons donc un petit kiosque pour permettre aux parents de nous rencontrer. En général, à chaque remise de bulletin, des parents viennent s'ajouter à nos groupes.

Les enseignantes et enseignants ont aussi un rôle à jouer dans le recrutement. Ce sont eux qui ont un contact privilégié avec les familles et qui peuvent leur parler de nos ateliers.

En dehors de l'école, nous nous servons du Publi-sac pour envoyer des tracts sur les ateliers de devoirs et leçons. Nous nous servons du Publi-sac une fois par an, soit au milieu de l'année scolaire.

Le recrutement se fait aussi par l'entremise des parents qui viennent à l'organisme et en parlent à d'autres personnes.

Bien entendu, ce sont des mères qui viennent aux ateliers

de devoirs et leçons, car c'est généralement à elles que le rôle d'éducatrice est confié dans la famille.

## L'organisation des ateliers

Les parents et les enfants de niveau élémentaire de la première à la sixième année sont regroupés ensemble. Idéalement, il serait intéressant de séparer les niveaux 1-2-3 et 4-5-6, mais pour des raisons de ressources humaines et de recrutement, nous fonctionnons avec une structure dans laquelle tous les niveaux sont regroupés.

Les ateliers sont offerts deux après-midi par semaine après l'école, de 3h15 à 5h30, et un soir par semaine de 5h30 à 7h30. Au départ, l'atelier du soir n'était pas prévu, mais pour répondre aux besoins des parents qui travaillent, nous avons élargi l'horaire. Les ateliers de devoirs et leçons suivent l'horaire des activités de l'organisme. Nous faisons cependant une exception à la fin de l'année. Cette activité se termine un peu plus tard que les autres, c'est-à-dire à la mi-juin. Les parents qui s'inscrivent viennent généralement deux fois par semaine, au début et en milieu de semaine, durant les périodes plus intenses de devoirs et leçons.

Depuis deux ans, bien des ajustements nous ont permis de constater que pour répondre à l'ensemble des besoins des parents, il faut deux personnes qui animent un maximum de neuf

enfants et sept parents. Plusieurs facteurs sont déterminants dans ce ratio: l'espace disponible, le niveau scolaire des enfants, le degré de capacité des parents à aider leurs enfants.

Concrètement, chaque parent aide son ou ses enfants et demande le soutien d'une animatrice au besoin. Il arrive aussi que les parents se partagent entre eux leurs compétences, leurs solutions et leurs petits trucs. L'entraide entre les parents est très valorisante et «ressourçante pour eux et elles».

### **Le rôle des parents aux ateliers**

Tout d'abord, la présence d'un parent est obligatoire pour participer à ce type d'ateliers: aucun enfant ne peut se présenter aux ateliers sans être accompagné de la mère ou du père. Ensuite, l'implication de l'adulte dépend de plusieurs facteurs : le niveau d'apprentissage de l'adulte (personne analphabète complète ou fonctionnelle), le niveau scolaire de l'enfant, le type de difficultés de l'enfant (matières et méthodes scolaires), le nombre d'enfants qui accompagnent la mère ou le père.

Chaque parent s'implique donc à la mesure de ses capacités ou selon les besoins auxquels répondent les ateliers de devoirs (alphabétisation, soutien et support ou besoins plus centrés vers l'enfant). Il faut dire que le fil conducteur de cette démarche, c'est le désir des parents de donner plus à leurs enfants, leur volonté aussi de trouver ensemble des solutions à leurs problèmes.

### **Le rôle des animatrices**

Les animatrices accompagnent et soutiennent les parents et leurs enfants, organisent l'espace et les groupes, font le suivi au besoin avec les intervenants scolaires et nous (les animatrices). Le premier niveau d'intervention se situe donc auprès des parents. Chaque parent est rencontré individuellement pour qu'on puisse connaître ses besoins réels et les limites de son implication. Dans les ateliers, l'animatrice doit soutenir les efforts de l'adulte et surtout consolider ses compétences.

Un deuxième niveau d'intervention se situe auprès des enfants. Il faut les accompagner et les aider quand les parents ne peuvent apporter qu'une aide limitée. Certains enfants sont déjà suivis à l'école par l'orthopédagogue, l'orthophoniste, le psycho-éducateur ou le travailleur social. Ces enfants demandent un peu plus de soutien au plan pédagogique, mais aussi sur le plan des rapports parents-enfants.

Le troisième niveau d'intervention consiste à agir sur la dynamique parent-enfant. La tentation est parfois bien présente de séparer les enfants des parents. Les enfants sont toujours moins «compliqués» quand les parents ne sont pas là, mais il faut toujours revenir aux objectifs de départ, qui sont de donner aux parents les moyens concrets pour mieux intervenir à la maison. Les animatrices doivent parfois gérer des conflits qui surviennent ponctuellement entre les parents et les enfants, et très

souvent les réponses viennent des autres parents.

Les relations parents-enfants ne sont pas toujours simples et pour répondre à des besoins précis, nous regroupons les parents dans des cafés-rencontres autour de questions qui font problème comme par exemple la discipline, l'encadrement, les négociations, etc.

### **Difficultés et limites**

Le transport est le problème majeur auquel nous nous heurtons quotidiennement. Pointe-du-Lac étant privé de transport en commun, il faut que nous nous organisions pour que cette lacune ne soit pas un obstacle à la participation des adultes.

Ce sont les femmes qui viennent en général à ces ateliers, et très souvent elles n'ont pas de voiture ou n'ont pas la collaboration de leur conjoint pour faciliter leur participation.

Une équipe de bénévoles en transport est donc essentielle pour que toutes les personnes qui le désirent puissent participer aux ateliers. Cela exige beaucoup de temps en coordination et organisation.

Le gardiennage est aussi une réalité complexe. Quoi faire avec les enfants plus jeunes qui ne vont pas encore à l'école ?

Plusieurs mères aimeraient venir aux ateliers mais ne peuvent quitter la maison à cause des plus jeunes. Ce problème n'est pas encore résolu et parfois, nous devons trouver des bénévoles qui s'occupent de ces jeunes enfants. Cette solution n'est cependant pas idéale pour le fonc-

tionnement des ateliers.

Le recrutement des bénévoles pour accompagner les animatrices des ateliers de devoirs est une autre difficulté à laquelle nous nous heurtons. La présence des parents gêne le travail des bénévoles qui ne savent pas toujours quelle position adopter envers les parents. La formation et l'encadrement des bénévoles exigent beaucoup de temps et malheureusement, à cause de la complexité de l'intervention, nous ne les gardons pas longtemps.

### **L'approche féministe**

L'approche féministe est une nécessité. Pour plusieurs femmes, les ateliers d'aide aux devoirs et leçons constituent la seule porte d'entrée à nos activités. Certaines femmes se heurtent à une grande résistance de la part de leur conjoint quand il s'agit de participer aux cafés-rencontres du collectif femmes, aux ateliers d'alphabétisation et même aux cuisines collectives: comme les enfants sont naturellement confiés aux femmes et que ce rôle est rarement remis en question, l'accès aux ateliers de devoirs et leçons est plus facile. D'autant plus que les femmes sont accompagnées de leurs enfants, ce qui est encore moins menaçant pour les conjoints.

Le plus difficile est d'amener les femmes à dissocier les besoins de leurs enfants de leurs besoins à elles. La culpabilité, les stéréotypes et valeurs traditionnelles prennent très souvent le dessus. Elles s'ouvrent un peu, se referment pour s'ouvrir à nouveau et

se refermer encore. Notre travail consiste à les accompagner dans ce cheminement.

Briser l'isolement de ces femmes, les regrouper, ce sont déjà les premières étapes dans leur cheminement vers l'autonomie et une reprise de pouvoir sur leur vie.

Les problèmes de ces femmes sont de plusieurs ordres : analphabétisme, violence conjugale, isolement, transport, toxicomanie, etc. Il nous faut composer avec tout cela et mettre à la disposition de ces femmes d'autres ressources communautaires susceptibles de leur apporter du soutien.

### **Et l'alphabétisation dans tout ça?**

Au-delà de la prévention de l'analphabétisme auprès des enfants, nous visons, par le recrutement des parents, des objectifs à long terme d'alphabétisation des adultes.

L'intérêt premier des parents est d'abord d'aider leurs enfants à mieux réussir à l'école. Par contre, en fréquentant l'organisme, ces adultes sont en contact avec d'autres adultes qui fréquentent l'organisme et qui participent aux activités d'éducation et d'alphabétisation populaires. Ces contacts favorisent graduellement l'implication de ces parents dans l'ensemble des activités du centre.

Le climat de confiance une fois bien établi, les parents analphabètes complets vont nous faire part de leurs besoins et difficultés en lecture et écriture. Depuis l'automne, cette réalité

nous a permis d'organiser, pendant les ateliers de devoirs, des ateliers pour les parents analphabètes complets qui ne viendraient pas à d'autres moments aux ateliers d'alphabétisation pour toutes sortes de raisons : disponibilité, problèmes de gardiennage, responsabilités familiales, résistance des conjoints, peur d'être identifiés, etc.

Il arrive parfois aussi que les parents viennent avec des besoins précis. Par exemple, nous avons organisé une série d'ateliers sur le système métrique. Nous avons intégré à ces ateliers les autres participantes et participants en alphabétisation, mais aussi ceux et celles des cuisines collectives.

Somme toute, nous commençons, après deux années de pratique en ateliers de devoirs et leçons, à atteindre les objectifs réels de l'alphabétisation populaire.

Ces ateliers ont un impact positif sur le recrutement et l'arrimage avec les autres activités de l'organisme se réalise graduellement.

Nous avons obtenu une reconnaissance des écoles en ce qui concerne l'aspect préventif de notre travail au niveau des enfants, ainsi que l'amélioration de l'apprentissage et du rendement scolaire de ces derniers.



# «C'est écrit dans le ciel»

## COLLOQUE NATIONAL SUR L'ALPHABÉTISATION FAMILIALE

Anne-Marie Gervais  
et Sandra Chastenay,  
La Boîte à lettres de Longueuil



*Deux intervenantes de la Boîte à lettres de Longueuil ont participé au colloque national sur l'alphabétisation familiale, organisé par la Fédération canadienne pour l'alphabétisation en français (FCAF)<sup>1</sup>, qui avait lieu à Aylmer, au début décembre 1994. Elles nous présentent un aperçu des sujets abordés lors du colloque et plus spécialement dans l'atelier auquel elles ont participé.*

Ce rassemblement pan-canadien avait pour but de mettre à la disposition des participantes et participants un éventail d'outils utiles en vue de la mise sur pied d'un programme d'alphabétisation familiale. Les personnes présentes étaient des gens intervenant dans les milieux des commissions scolaires, groupes communautaires et associations diverses.

En tout, un choix de quatre ateliers d'une durée de 16 heures respectivement tentaient de ré-

pondre à différentes questions telles que : qu'est-ce que l'alphabétisation familiale? À qui s'adresse-t-elle? Quels sont les besoins en matière d'alphabétisation familiale dans chaque communauté? Quels sont les différents modèles d'alphabétisation familiale? Et comment trouver les fonds nécessaires pour la financer?

Finalement, cette rencontre intensive voulait, par le fait même, nous offrir un temps d'arrêt afin d'approfondir notre compréhension et notre connaissance de l'alphabétisation familiale.

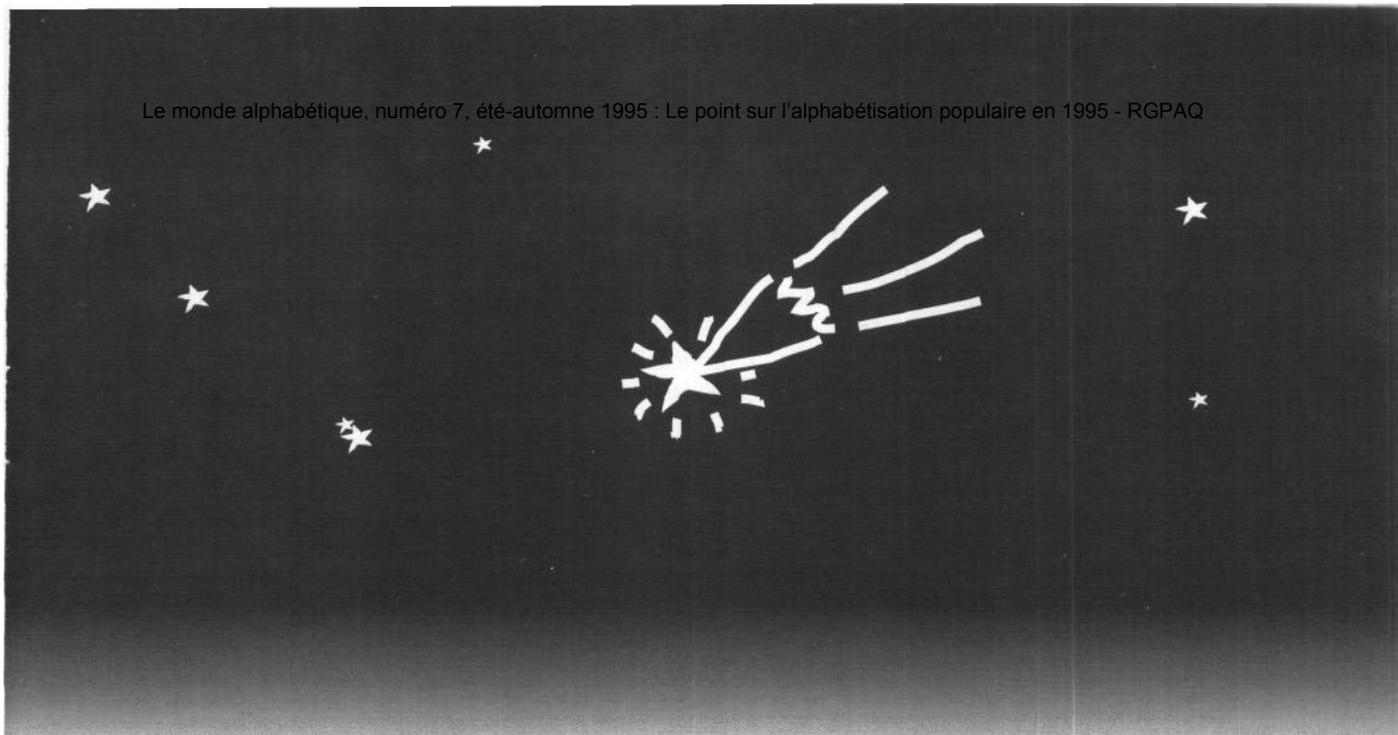
### **Définir l'alphabétisation familiale**

Qu'est-ce que l'alphabétisation familiale? Voilà une grande question à laquelle il est bien difficile de répondre...

Une chose est certaine, nous savons que l'alphabétisation familiale cherche à contrecarrer le processus de reproduction de l'analphabétisme. Elle vise la prévention de ce problème en valorisant le milieu familial comme lieu privilégié d'apprentissage et d'enseignement : la façon de le faire, c'est en comptant sur les membres de la famille.

Se peut-il qu'en alphabétisant des parents, on puisse intervenir indirectement auprès de leurs enfants? Ou bien, en encourageant jeunes et/ou nouveaux parents à promouvoir la lecture chez leurs enfants, peut-on contribuer indirectement à prévenir l'analphabétisme? À moins que l'alphabétisation familiale ne soit un partenariat entre l'école, les parents, la communauté et l'enfant?

À toutes ces questions, nous pouvons d'emblée répondre par l'affirmative.



Le concept d'alphabétisation familiale n'est pas simple; il englobe plutôt une multitude d'activités éducatives rejoignant de près ou de loin les parents et les enfants. Nous savons également que ces activités touchent nécessairement l'apprentissage et la lecture. Ces activités, par le fait même, varieront selon les besoins (contexte familial, milieu socio-économique, communautés...) et seront structurées en tenant compte d'autant de facteurs pour donner naissance à des projets nouveaux, ou pour s'inspirer d'autres expériences qui ont déjà fait leurs preuves.

De façon plus concrète, les programmes d'alphabétisation familiale sont regroupés en quatre catégories qui servent de modèles de base. En voici une brève description:

*Modèle 1* : intervention directe auprès des adultes et des enfants.

Il s'agit d'une double intervention : les parents étudient différentes matières scolaires; les enfants participent à un programme préscolaire. Certaines activités réunissent parents et enfants.

*Modèle 2* : intervention indirecte auprès des adultes et des enfants. Dans ce modèle, on encourage la lecture pour le plaisir. Un adulte et un enfant participent à ce type de programme. Voici des exemples d'activités : on raconte des histoires, on lit ensemble à haute voix, des personnes âgées font la lecture aux enfants du voisinage.

*Modèle 3* : intervention directe auprès des adultes, indirecte auprès des enfants. Les participants à ces programmes sont des adultes qui reçoivent directement une formation. On les encourage à lire des histoires à leurs enfants. On trouve ce genre de programme dans des

entreprises ou dans des organisations à caractère religieux ou communautaire.

*Modèle 4* : intervention directe auprès des enfants, indirecte auprès des adultes. Ce type de programme s'adresse d'abord aux enfants. On demande parfois aux parents de participer, mais ils ne reçoivent pas de formation. Aux enfants d'âge préscolaire, on enseigne des techniques de pré-lecture. Aux enfants d'âge scolaire, on apporte de l'aide dans l'apprentissage de la lecture.

### **Le démarrage d'un programme d'alphabétisation familiale**

L'atelier auquel nous avons participé avait pour titre «Le démarrage d'un programme d'alphabétisation familiale».

Les objectifs consistaient à connaître et mettre en pratique

les étapes de réalisation d'un programme d'alphabétisation familiale. Certains aspects de l'implantation de projets étaient présentés par des personnes-ressources invitées à l'atelier : identification des besoins de recrutement, de mise en oeuvre, de financement et de recherche-action pour le démarrage de projets d'alphabétisation familiale.

Les neuf étapes nécessaires à la réalisation d'un projet ont été étudiées en détail.

Elles vont de l'identification des besoins à la planification d'un projet concret, en passant par la formation d'une équipe locale, l'identification des ressources existantes et des ressources à développer, la mobilisation de la communauté et, bien entendu, la réalisation du projet comme tel. Une étape d'évaluation est également prévue, puis on boucle le tout par une célébration; le party, quoi!

L'atelier nous a permis de réfléchir sur les actions entreprises par la Boîte à lettres ces dernières années dans le domaine de la prévention à l'analphabétisme. Ces actions visaient davantage la sensibilisation à l'analphabétisme chez les jeunes en rejoignant divers intervenants des milieux scolaires et communautaires oeuvrant auprès des parents et d'enfants de milieux socio-économiques défavorisés.

En cherchant à aller au-delà de la sensibilisation, nous nous sommes peu à peu orientés vers un modèle d'alphabétisation

familiale de type #3. Les intervenants que nous avons rejoints ont exprimé le fait qu'ils se sentaient démunis quant aux moyens à prendre pour participer à l'élimination de l'analphabétisme. La trousse d'intervention auprès des parents, «De pas en mots: grandir ensemble!», avait donc pour but d'outiller ces intervenants pour leur permettre de maximiser les compétences parentales des parents qu'ils côtoient afin de mieux aider leurs enfants.

Pour le moment, notre outil circule et il est utilisé dans divers milieux: les écoles au préscolaire, les groupes d'alphabétisation, les garderies, etc. Par contre, notre projet d'alphabétisation familiale est en suspens. Nous prendrons le temps de bien réfléchir sur nos prochaines activités en gardant en perspective les étapes nécessaires à leur réalisation avant de les poursuivre.

### **Et maintenant...**

De façon générale, on peut dire que tout reste à faire en alphabétisation familiale au Québec. La notion même de ce concept demeure très large, les modèles restent à définir et c'est à chacun de nous de le faire à partir des réalités de notre milieu, des besoins de notre communauté. Une chose est certaine: l'alphabétisation familiale est un moyen de contrer l'analphabétisme. Les questions suivantes s'imposent alors : la prévention de l'analphabétisme est-elle une de nos préoccupations?

Dispose-t-on de l'énergie, des ressources nécessaires pour faire en sorte que des initiatives soient prises en ce sens? Cela se fera-t-il au détriment de nos activités régulières ou en complémentarité? Quel sera le rôle des intervenants du milieu? Quelle collaboration pourra-t-on établir dans la communauté? Quel soutien nous apporteront le gouvernement et les institutions scolaires? Voilà donc des questions auxquelles nous devons répondre tôt ou tard en tant qu'intervenantes et intervenants en alphabétisation.

*Documents consultés pour la rédaction de l'article :*

*Prévention de l'analphabétisme et alphabétisation familiale, Document: notes et réflexions à partir de trois conférences, Sylvie Roy, Hélène Tremblay, Commission scolaire Jacques-Cartier.*

### **Pour des informations sur le sujet :**

*Fédération canadienne pour l'alphabétisation en français  
235, chemin Montréal,  
pièce 205, Vanier,  
(Ontario) K1L 6C7  
Tél. : (613) 749-5333*



*1. La Fédération canadienne pour l'alphabétisation en français a pour objectifs de promouvoir l'alphabétisation en français au Canada et d'établir des liens entre les groupes d'alphabétisation en français au Canada.*

# L'alphabétisation et les personnes sourdes

*«Je suis le coeur  
mou avec toi.»*

*(Langue des signes  
québécoise)*

*Traduction :*

*«Je ne peux rien  
te refuser.»*

Jean-François Aubin<sup>1</sup>

En alphabétisation populaire, il est important de réaliser un travail adapté aux personnes analphabètes que nous rejoignons. Ces personnes sont parfois très différentes. Il n'existe pas de portrait type qui représenterait toutes les personnes analphabètes, même si certains éléments se recoupent régulièrement. C'est donc aux organismes ou aux institutions

(quoique ce soit plus difficile pour ces dernières) de s'adapter, de se donner la souplesse nécessaire. C'est, en règle générale, une des grandes forces des groupes populaires en alphabétisation.

Cependant, ces groupes, à cause principalement de leur sous-financement, ne couvrent qu'une petite partie des besoins actuels en alphabétisation.

Actuellement, entre autres, rares sont les organismes qui offrent des activités d'alphabétisation aux personnes sourdes. C'est le contact avec une amie qui travaille avec les personnes sourdes qui m'a ouvert les yeux et, oserais-je dire, les oreilles, à la situation vécue par ces personnes.

Un grand nombre de personnes sourdes sont analphabètes.

1. L'auteur a été agent de liaison au RGPAQ de 1991 à juin 1995

## Les personnes sourdes au Québec

*«La déficience auditive a des répercussions dramatiques sur la vie des personnes qui en sont atteintes. Il s'agit d'une réalité silencieuse méconnue du grand public mais très présente dans notre société québécoise. La méconnaissance de cette réalité fait que notre système actuel est très loin de répondre à leurs besoins.»*

*(Tiré de l'intervention de l'Institut Raymond-Dewar auprès de la commission d'enquête sur les services de santé et les services sociaux, Commission Rochon, Montréal, mars 1986, p. 3<sup>1</sup>.)*

De toutes les déficiences physiques ou intellectuelles, il est reconnu que c'est le handicap auditif qui est le plus répandu. L'Institut Raymond-Dewar estime à 500 000 le nombre minimal de personnes ayant une déficience auditive au Québec. Tous les types de perte d'audition sont compris dans ce nombre.

L'Institut estime également que le nombre de personnes atteintes de surdité profonde s'élèverait à 55 000. De ce nombre, environ 51 000 utilisent la langue des signes comme moyen de communication.

*«Les personnes sourdes possèdent une langue qui leur est propre : la langue des signes. Cette langue est maintenant reconnue comme langue à part entière mais ne possède cependant pas de code écrit.»*

*«Il est important de considérer les sourds comme faisant partie à la fois d'une minorité ethnique particulière avec une culture propre et comme faisant aussi partie d'un monde d'entendants<sup>2</sup>.»*

Les problèmes de communication font surface principalement lorsque les sourds ont à communiquer avec les entendants, car bien souvent, le moyen le plus efficace pour communiquer demeure l'écrit. Or, il s'avère que les sourds ne maîtrisent pas bien le code écrit.

## Les personnes sourdes et l'analphabétisme

*«Malgré la possibilité pour les enseignants d'avoir accès aux nouvelles technologies telles que l'ordinateur, et malgré les informations récentes sur le potentiel cognitif et linguistique des sourds, ces derniers continuent d'éprouver d'énormes difficultés à acquérir les connaissances et les habiletés nécessaires en lecture et en écriture...»*

*«Au cours des années 1975, l'Office des études démographiques des États-Unis examina la performance en lecture de près de 7 000 étudiants handicapés auditifs américains et démontra que seulement 10 % des malentendants âgés de 18 ans étaient capables de lire au niveau ou au-dessus du niveau de la huitième année et que la moyenne des étudiants sourds lisait un tout petit peu plus que le niveau de lecture de la troisième année (Trybus et Karchmer, 1977)<sup>3</sup>.»*

Il existe un taux très élevé d'analphabétisme chez les personnes sourdes, selon les intervenants et intervenantes qui travaillent avec ces personnes. Précisons que le contexte d'analphabétisme se pose un peu différemment chez les personnes sourdes. Leurs difficultés à lire et à écrire en français s'apparentent plus aux problèmes de l'apprentissage du français langue seconde. En effet, les personnes sourdes ont leur propre langue, structurée différemment du langage des entendants.

*«Jusqu'à tout récemment, la langue des signes québécoise (LSQ) n'était pas considérée comme une langue, voire même par ses propres locuteurs. Depuis quelques années, les personnes sourdes découvrent la richesse de leur langue et commencent à ressentir le besoin de la faire reconnaître comme langue à part entière.»*

*«Contrairement à la croyance populaire, il n'existe pas une langue des signes universelle mais il existe plusieurs langues des signes distinctes. Les langues des signes ne diffèrent des langues orales que par l'absence de la voix. Il faut aussi préciser qu'elles ne sont en aucun cas des calques des langues parlées<sup>4</sup>.»*

La structuration de la langue des signes étant passablement différente de celle du français, il n'est pas simple d'apprendre le code écrit. N'oublions pas également que ce n'est pas une langue écrite. Regardons un exemple de ce que donnerait la lan-

gue des signes si elle s'écrivait et comparons-la au français écrit.

### Langue des signes :

«Alors il faut que lui contrôle éliminer de participation comme moi j'ai fait éliminer mon temps du travail pour ne pas déborder mon cerveau. Je sais que lui étouffe de trop participation, c'est beaucoup de penser.»

### Français :

«Il doit restreindre ses engagements, comme moi j'ai réduit mes heures de travail pour ne pas me surmener. Je sais qu'il croule sous ses responsabilités.»

Cette petite illustration nous permet de comprendre que le passage de la langue des signes au français écrit n'est pas toujours simple. Il n'existe pas cependant d'enquête sur le taux d'analphabétisme chez les personnes sourdes du Québec. Tout comme il n'existe pas de réflexions ou d'analyse de ce problème. On s'accorde cependant pour estimer que les données américaines doivent, toutes proportions gardées, être valables pour le Québec.

L'analphabétisme chez les personnes sourdes a des conséquences importantes. La plus évidente, c'est bien sûr une difficulté majeure à communiquer avec les entendants. Les entendants ne connaissant pas

le langage gestuel, le seul moyen de communiquer avec eux passe par l'écrit. Être analphabète, lorsqu'on est une personne sourde, c'est voir renforcée une marginalisation souvent déjà présente.

Il y a aussi le problème de la communication entre personnes sourdes à distance. Il existe trois moyens actuellement utilisés, et les trois font appel à la lecture et à l'écriture. Il s'agit de communiquer au moyen de lettres ou par ordinateur (avec modem ou en réseau), ou encore au moyen d'un appareil de télécommunication pour les sourds (A.T.S.) offert par Bell Téléphone.

Ne pas pouvoir lire ni écrire, c'est donc être condamné à dépendre totalement des autres et à vivre un certain isolement. Mentionnons aussi l'analphabétisme comme étant un des facteurs limitant l'accès à des études supérieures pour ces personnes. Une recherche réalisée en 1988<sup>5</sup> ne dénombrait que 16 personnes sourdes en cours d'études universitaires et ce, même si ces dernières ont droit à un ou une interprète durant les cours.

La population sourde forme un monde en soi, avec sa propre culture. Peu d'entendants vont pénétrer dans ce monde. Il semble indispensable, pour la réussite d'une stratégie d'alphabétisation, de travailler en étroite collaboration avec les associations de sourds. C'est une priori-

té de base. Les personnes sourdes disent vivre certaines formes de discrimination et d'exclusion à cause de leur handicap. Seul un travail de prise de conscience et d'organisation fera que ces personnes pourront obtenir une amélioration de leur situation.

### BIBLIOGRAPHIE

Document synthèse du Premier sommet québécois sur la déficience auditive, tenu à Montréal les 1er, 2 et 3 février 1986. Centre québécois de la déficience auditive. 1986.

GENDRON, A.,

Implication de la méthode de la communication totale chez les handicapés auditifs du Québec. Mémoire de maîtrise, Université du Québec à Montréal, Avril 1981.

1. DUBUISSON, C, GELINAS-CHEBAT, C, NADEAU, M., La performance en français écrit des étudiants sourds inscrits dans les universités québécoises. 1988, p. 2.

2. LACERTE, L, La langue des signes québécoise (LSQ) et le français : difficultés à l'écrit chez la personne sourde. Mémoire de maîtrise. Université du Québec à Montréal, juin 1988, p. 1.

3. POIRIER, M.-A., L'apprentissage de l'écrit par des adultes sourds dans des situations contextualisées à l'aide de l'A.T.S., Mémoire de maîtrise, Université Laval, janvier 1989, p.2.

4. LACERTE, L, La langue des signes québécoise (LSQ) et le français : difficultés à l'écrit chez la personne sourde. Mémoire de maîtrise, Université du Québec à Montréal, juin 1988, p. 19 et 21.

5. DUBUISSON, C, GÉLINAS-CHEBAT, C, NADEAU, M., *op. cit.*

## DOS SIER

# Retour vers le passé!

Jean-François Aubin

Quand on veut faire le point sur l'alphabétisation populaire en 1995, et particulièrement en ce qui concerne le financement, il est très intéressant de faire un petit saut dans le passé. On peut ainsi voir comment l'alphabétisation populaire s'est forgée dans le feu de l'action.

Lorsque le Regroupement des groupes populaires en alphabétisation du Québec (RGPAQ) est né en 1981, une de ses premières actions a consisté à produire rapidement un mémoire sur l'alphabétisation. Ce mémoire, qui brossait un tableau de l'analphabétisme au Québec et esquissait quelques pistes de solutions, a été déposé à la Commission d'étude sur la formation des adultes (CEFA), qui avait pour mandat de faire le point sur l'éducation des adultes et d'adresser des recommandations au gouvernement. Une copie du mémoire fut également envoyée au ministère de l'Éducation du Québec (MÉQ). Ce document a contribué à faire connaître rapidement le Regroupement.

Parallèlement à la rédaction du mémoire, le Regroupement réalisait une importante campagne de presse pour faire connaître le problème de l'analphabétisme. C'est au cours de cette campagne qu'il a amorcé ses premières luttes concernant le financement de l'alphabétisation populaire. Il n'a raté aucune occasion pour dénoncer le sous-financement des groupes.

Photo : Claire Cousineau

## Première lutte organisée du Regroupement

En 1980-81, dix groupes d'alphabétisation avaient été subventionnés dans le cadre du programme Organismes volontaires en éducation populaire (OVEP). En août 1981, le Regroupement prend connaissance des subventions allouées pour 1981-1982 et s'aperçoit que l'on a admis dans le programme neuf nouveaux groupes, mais que l'on a seulement ajouté 3 910 \$ au budget de l'année précédente. Cela signifie que presque tous les groupes voient leurs subventions diminuer. Le Regroupement évalue qu'un millier de personnes analphabètes risquent d'écoper pour cette réduction de budget qui menace l'existence même de certains groupes. Les commissions scolaires, elles, voient leur budget passer de 475 000 \$ à 575 000 \$, en plus d'avoir droit à des budgets de recherche. On décide alors de se battre.

À la suite d'une campagne d'information dans les médias et de l'envoi de plusieurs lettres au ministère de l'Éducation, une rencontre a lieu avec le ministre le 14 septembre 1981, suivie d'une autre avec le sous-ministre cette fois, le 16 septembre. On n'obtient que des déclarations d'intention, si bien que le 18 septembre, en assemblée générale, on décide de poursuivre la lutte. De nouveaux télégrammes sont envoyés et le Regroupement participe à d'autres actions organisées par les autres groupes d'éducation populaire

et par la Coalition nationale contre les coupures en éducation des adultes, une initiative émanant de l'Institut canadien d'éducation des adultes (ICÉA).

Novembre 1981 : victoire! Le MÉQ accepte de verser 150 000 \$ de plus aux groupes en alphabétisation pour l'année en cours.

*«Compte tenu des nombreuses activités de cet organisme entreprises de juillet à novembre 1981 aux seules fins de protester contre les subventions réduites en alpha, nous recommandons de lui donner une subvention finale correspondant à l'ensemble de sa demande initiale dans l'espoir de lui permettre ainsi de réaliser le programme initialement prévu.»*

*Lettre de la Direction générale de l'éducation des adultes adressée au ministre Camille Laurin, Alphabétisation Populaire, avril 1982, no 7.*

## Réactions au rapport déposé par la CEFA

En mars et en avril 1982, le Regroupement fait une sortie publique pour faire connaître ses réactions au rapport de la Commission Jean et pour exprimer ses craintes de voir ce rapport dormir sur les tablettes. Il en profite pour questionner le MÉQ sur le fait que les 150 000 \$ additionnels promis n'ont toujours pas été remis aux groupes.

Le Regroupement considère le rapport de la CEFA comme «un pas majeur dans la perspective de la démocratisation de l'éducation des adultes au

Québec». Il nourrit cependant certaines réserves, estimant que l'on devrait privilégier des actions locales plutôt qu'une grande campagne nationale, comme le suggère la Commission.

Le Regroupement trouve également que l'on donne un rôle trop limité aux commissions scolaires, et rappelle que «... le Regroupement a toujours favorisé le respect et le développement des deux réseaux, entendus sous l'angle de la complémentarité» (L'ICEA, volume 5, no 1, avril 1982).

## 1982-1983: et on recommence !

En juin 1983, le RGPAQ rencontre à nouveau le sous-ministre et réitère ses revendications : accès au programme de recherche, octroi de crédits pour les nouveaux groupes formés en cours d'année, et une augmentation des fonds octroyés au Regroupement. Il en profite aussi pour dénoncer le fait que certaines commissions scolaires forment des groupes OVEP en alphabétisation et viennent «piger» dans les budgets OVEP.

L'étude des subventions pour 1982-83 démontre que le gouvernement, à la suite des pressions, a favorisé l'augmentation des budgets des groupes populaires en alphabétisation. Nous sommes passés d'un budget de 276 000 \$ pour 1981-82 à un budget de 436 000 \$ pour 1982-83. Les groupes d'alphabétisation ont obtenu en moyenne 41 % de leurs demandes, comparativement à 29 % pour les autres groupes d'éducation populaire.

Notons, cependant, que l'argent supplémentaire distribué aux groupes d'alpha ne provenait pas de coupures de budget imposées à d'autres groupes, mais du fait qu'exceptionnellement cette année-là, 200 groupes d'éducation populaire n'avaient pas présenté de demande, et qu'il restait donc de l'argent à redistribuer. Il n'empêche que le débat sur les liens avec les autres groupes était relancé.

*«Malgré de nombreuses pressions, nous avons toujours refusé d'être séparés de ce mouvement, d'être isolés de l'ensemble des organisations populaires, tout comme nous avons toujours affirmé qu'une priorité à l'alphabétisation ne devait jamais être accordée aux dépens des autres organisations qui font de l'éducation populaire.»*

*Alphabétisation Populaire, automne 1982, Nos 8-9-10, p. 12-13.*

### **L'imposition du Moratoire**

À compter de 1982-83, le MÉQ impose un moratoire sur le programme OVEP: celui-ci n'est plus accessible à tout nouveau groupe. En 1983-84, le budget est augmenté de 32 000 \$, ce qui ne représente qu'une maigre augmentation de 7,5 % pour les groupes d'alpha. Ces derniers considèrent que c'est très peu, compte tenu qu'il leur est presque impossible de se faire financer par d'autres ministères.

En même temps, cette année-là, le MÉQ rend public son énon-

cé de politique en éducation des adultes qui est censé donner suite aux recommandations de la CEFA.

Une coalition d'organismes, dont le Regroupement fait partie, réclame la tenue d'une commission parlementaire pour débattre et tenter d'infléchir la politique préconisée par le MÉQ. La coalition ne reçoit pas de réponse à sa demande. Le 30 mars, en assemblée générale spéciale, le Regroupement analyse en détail l'énoncé de politique et prend position. En mai, il prépare et dépose un mémoire sur ce sujet.

Conformément à son énoncé de politique, le gouvernement accorde une priorité à l'alphabétisation. Cela signifie, d'une part, une enveloppe ouverte pour les commissions scolaires qui pourront être subventionnées pour toutes les inscriptions qu'elles auront en alphabétisation, et d'autre part, pour les groupes, l'injection par le ministère d'un peu plus d'un million, c'est-à-dire une augmentation de 239 %! Mais, car il y a un mais, le gouvernement en profite pour lever le moratoire et ce n'est pas moins de 42 nouveaux groupes qui font leur entrée dans le programme. Dans un sens, cette évolution est intéressante, car elle permet à l'alphabétisation populaire de se développer; mais elle signifie aussi que les budgets demeurent insuffisants pour l'ensemble des groupes, qui sont maintenant dans un état de sous-financement chronique. De plus, aucune logique ne

semble guider la répartition des crédits: certaines régions et des groupes sont pénalisés. L'autre élément ennuyeux, c'est que les groupes formés par les commissions scolaires pour obtenir plus d'argent se retrouvent financés dans ce programme.

Cette situation ressemble étrangement au scénario que les groupes populaires en alphabétisation risquent de vivre en 1995-96. Espérons que la conclusion en sera différente!

### **Autres préoccupations**

Quoi qu'il en soit, à partir de cette période, le Regroupement a quelque peu délaissé la lutte pour le financement des groupes, non pas au niveau de son discours mais dans sa pratique. En 1984 et 1985, on a dépensé beaucoup d'énergie dans l'organisation du premier grand rassemblement de personnes analphabètes au Québec. Cet événement, qui s'appelait La Grande Rencontre, avait été préparé et pensé avec des personnes analphabètes participantes des groupes.

L'année 1986 a été celle d'un congrès d'orientation et c'est sur cette activité que le Regroupement a investi ses énergies. Ce congrès a servi à redéfinir et préciser ce qu'était l'alphabétisation populaire. Il s'agissait, entre autres, d'une réaction à l'arrivée de plusieurs nouveaux groupes aux orientations très variées. En quelques années à peine, le Regroupement avait doublé son «membership».



## La stratégie du programme distinct

Les luttes sur la question du financement vont reprendre en 1987. Cela se fera principalement par des rencontres, par l'envoi de lettres et par la présence du Regroupement au comité de refonte des programmes OVEP mis sur pied par le ministre de l'Éducation de l'époque, M. Claude Ryan.

Cette année-là, le Regroupement a également rencontré le conseiller spécial du ministre pour tenter de faire avancer le dossier des nouveaux groupes bloqués par un nouveau moratoire imposé dès 1985-86. Les années 1988 et 1989 ont été employées en grande partie à travailler sur ce qu'on appelait le programme distinct. Il s'agissait d'un changement important de stratégie. On évaluait maintenant, au Regroupement, que pour réussir à faire augmenter les budgets des groupes d'alphabétisation sans pour autant pénaliser les autres groupes d'éducation populaire, il fallait obtenir un programme distinct de financement, le Programme de soutien à l'alphabétisation populaire autonome (PSAPA). On voulait profiter de la création du programme distinct pour obtenir une augmentation des budgets. On justifiait cette revendication, à l'époque, en soulignant le fait que les groupes d'alpha, contrairement aux autres groupes d'éducation populaire, dépendaient presque exclusivement de ces budgets et avaient très

difficilement accès à d'autres sources de financement. Le Regroupement a bel et bien obtenu le programme distinct, mais sans un sou de plus!

L'autre front de lutte du Regroupement, pendant cette période, concernait les nouveaux investissements du gouvernement fédéral en alphabétisation. Tout ne fut pas gagné, mais les groupes ont à leur actif des victoires importantes, comme par exemple le fait d'obtenir une enveloppe réservée. C'est surtout par la négociation et le «lobbying» que ces gains ont été réalisés.

Les années 1989 et 1990 furent consacrées à donner au Regroupement et à la problématique de l'analphabétisme une plus grande visibilité. On espérait profiter de l'Année internationale de l'alphabétisation (1990) pour obtenir un engagement de la part du gouvernement provincial. Ce travail a donné de très bons résultats en ce qui regarde la visibilité, mais il n'a pas permis aux groupes de sortir des difficultés économiques auxquelles ils sont confrontés.

## Conclusion

Le Regroupement a su rapidement développer sa crédibilité et il a démontré sa capacité de faire entendre sa voix et de gagner des points. Les difficultés financières rencontrées par les groupes populaires en alphabétisation l'ont amené à consacrer la majorité de ses luttes à la question du financement des groupes.

L'année 1984 a marqué un point tournant, qui fut difficile à saisir à l'époque. N'oublions pas que le RGPAQ était une organisation encore très jeune. L'arrivée d'une série de nouveaux groupes ayant des orientations très variées et la place prise par les commissions scolaires en alphabétisation grâce à l'enveloppe ouverte, ont provoqué une situation qui s'avéra de plus en plus difficile à gérer pour le Regroupement. Division grandissante à l'intérieur de ses rangs, relations de sous-traitance entre des commissions scolaires et de plus en plus de groupes coincés financièrement, voilà avec quoi le RGPAQ a eu à composer.

Peu à peu, de congrès d'orientation (1986) en congrès d'orientation (1992), le Regroupement a précisé ses positions et sa définition de l'alphabétisation populaire. Cela nous a permis de resserrer les rangs et de relancer de nouvelles luttes pour faire progresser l'alphabétisation populaire. Aujourd'hui, en 1995, nous nous retrouvons dans une situation analogue à celle de 1984. De nouveaux groupes seront subventionnés par le gouvernement dès l'an prochain, certaines commissions scolaires vont tenter de faire financer des groupes qui sont sous leur mainmise; les groupes populaires en alphabétisation seront-ils prêts à relever ces défis? L'histoire nous le dira...

## BIBLIOGRAPHIE

### **Vie Ouvrière**

Dossier: «Apprendre à l-i-r-e et à écrire» in *Vie Ouvrière*, no 180, sept.-oct. 1984, pp3-64.

### **RGPAQ**

*L'alphabétisation au Québec: situation, recommandations. Mémoire présenté à la Commission d'étude sur la formation des adultes (CEFA) et au ministère de l'Éducation, Montréal, 1981, 90p.*

### **RGPAQ**

*Alphabétisation Populaire; bulletin de liaison des groupes populaires en alphabétisation, n° 1 (1981) à n° 19 (1986).*

### **RGPAQ**

*Document de réflexion «Pour un plan d'action en alphabétisation», Montréal: RGPAQ, 1986, 31p.*

### **RGPAQ**

*«Écrire pour la première fois», supplément au bulletin Alphabétisation populaire, n° 1, fév. 1982, à n° 10, automne 1985.*

### **RGPAQ**

*Mémoire du Regroupement des groupes populaires en alphabétisation du Québec portant sur le «Projet d'éducation permanente», Montréal: RGPAQ, 1984, 12p.*

### **DION, Carole et LACHAPPELLE, Nicole**

*Le Regroupement des groupes populaires en alphabétisation du Québec (RGPAQ) et ses groupes membres (portraits et synthèses), Montréal: Québec (prov.), ministère de l'Éducation, Direction générale des adultes (DGEA), 1987.*

### **HAUTECOEUR, Jean-Paul**

*(sous la direction de) Pratiques d'alphabétisation, MÉQ, 1982, 408 p.*

### **HAUTECOEUR, Jean-Paul**

*Introduction aux pratiques et politiques en alphabétisation, Montréal: Université du Québec, Service des publications, 1985, 540 p.*

### **HAUTECOEUR, Jean-Paul**

*Alpha 88, Québec: ministère de l'Éducation, 1988, 439p.*

### **HAUTECOEUR, Jean-Paul**

*Alpha 90, Québec: ministère de l'Éducation, 1990, 488 p.*

### **HAUTECOEUR, Jean-Paul**

*Séminaire sur l'alphabétisation populaire (1980: Québec) : Alpha 80, compte rendu du séminaire, Québec: DGEA, 1981, 276 p.*



# Il était

Jean-François Aubin



Il était une fois un Regroupement de groupes populaires en alphabétisation qui souhaitait que l'alphabétisation au Québec puisse se développer. Ces groupes en avaient vraiment «marre» de se demander chaque année s'ils n'allaient pas devoir fermer leurs portes. En effet, le maigre soutien financier qu'ils recevaient du ministère de l'Éducation était remis en question tous les ans. Ces groupes auraient bien aimé également voir, pour une fois, le ministère de l'Éducation assumer ses responsabilités et appuyer un plan gouvernemental de lutte contre l'alphabétisme.

Toute cette histoire a commencé voilà bien des années, mais 1991-92 a été l'amorce d'une démarche de trois ans qui allait déboucher sur des gains intéressants pour l'alphabétisation populaire. Mais n'allons pas trop vite, et reprenons le fil des choses par le début.

# une fois...

## 1991-1992 : une volonté commune mais dans quelle direction ?

C'est avec espoir que les groupes populaires en alphabétisation ont vu arriver l'Année internationale de l'alphabétisation (1990). Ils souhaitaient qu'au moins pour cette année spécialement consacrée à l'alphabétisation, le gouvernement se sente un peu obligé de s'impliquer dans ce dossier. De toute urgence, les groupes voulaient que le ministère de l'Éducation (MÉQ) se penche sur la question de leur financement, qui n'avait pas progressé depuis 1985. Déjà, quelques groupes avaient dû se résoudre à fermer leurs portes au cours des années précédentes et plusieurs autres envisageaient sérieusement de le faire. Les équipes de travail avaient fondu comme neige au soleil (diminution du nombre d'employé-e-s) et ceux qui demeuraient fidèles au poste voyaient les périodes de chômage se prolonger. Devant ce cul-de-sac, certains groupes se

tournaient vers des ententes avec les commissions scolaires, quitte parfois à y perdre leur identité propre et à ne devenir que des «sous-traitants». Bref, les perspectives d'avenir de l'alphabétisation populaire n'étaient pas roses. Triste histoire, n'est-ce pas ?

L'Année internationale de l'alphabétisation (1990) a marqué un pas important en terme de sensibilisation du grand public. Cependant, c'est avec amertume et déception que les groupes d'alphabétisation constataient un manque d'engagement concret de la part du gouvernement du Québec. Aucune nouvelle mesure favorisant l'alphabétisation, aucun budget supplémentaire, aucune initiative démontrant une volonté de s'attaquer à l'analphabétisme. Mais où donc était passé le prince charmant ?

Et ce n'est pourtant pas parce que les groupes avaient ménagé leurs énergies! Activités dans toutes les régions du Québec, pièce de théâtre, diffusion à travers

tout le Québec d'un recueil de textes écrits par des personnes analphabètes, grand rassemblement de plus de 1500 personnes pour souligner cette Année internationale de l'alphabétisation: tout avait été mis en oeuvre pour faire progresser ce dossier. En vain.

Le Regroupement a alors pris conscience qu'il devait préciser davantage son travail de sensibilisation : l'objectif principal n'était plus de montrer à la population à quel point il est important de s'alphabétiser. Plusieurs groupes étaient d'ailleurs obligés de refuser des personnes parce qu'ils n'avaient pas les ressources suffisantes pour les accueillir. Les listes d'attentes s'allongeaient.

On a décidé alors de poursuivre le travail de sensibilisation, mais en l'orientant en fonction des pouvoirs politiques (le gouvernement) et médiatiques (journaux, radios, télévision). Première étape : bien se préparer.

David allait entreprendre sa bataille contre Goliath !

**1992-1993 :  
si on se préparait...**

En 1992-93 se sont multipliées, un peu partout à travers le Québec, des rencontres baptisées «ateliers échanges» avec les participantes et participants des groupes en alphabétisation. Ces assemblées ont fait ressortir une forte détermination de leur part à s'impliquer activement dans cette démarche de reconnaissance de l'alphabétisation populaire autonome. Chaque groupe s'est donné deux porte-parole des participantes et participants.

Ces porte-parole avaient pour rôle de transmettre les préoccupations des participantes et des participants de leur groupe. Ils devaient également faire circuler les informations importantes pour que chaque participante et participant se sente concerné. Ce sont ces porte-parole qui représentaient les personnes analphabètes auprès des politiciens et des journalistes.

Et puis, nous avons pris le temps de bien évaluer nos forces et nos faiblesses: quels points fallait-il améliorer avant de se lancer dans une telle opération ? Pour être en mesure de bien comprendre dans quelle aventure on s'embarquait, nous avons rencontré des représentants d'autres regroupements nationaux qui avaient connu des expériences semblables. Rien de tel pour faire sa propre histoire que de s'inspirer de celle des autres!

Chaque groupe a été invité à réaliser son propre bilan et à se préparer à dégager les énergies nécessaires pour cette mobilisation.

Ensuite, il a fallu s'entendre sur ce qu'on voulait exactement ou, en d'autres mots, de quelle façon on voulait que notre histoire finisse. Vous l'avez sans doute deviné, notre histoire fait partie de la collection «L'Histoire dont vous êtes les héros».

Cette démarche nous a amenés à produire un document

**«On ne peut  
concevoir de façon  
plus habile  
d'exclure les  
citoyens de la chose  
publique, qu'en  
les traitant en  
ignorants et en  
incompétents. Il y a  
là une menace  
qui, en ruinant la  
possibilité d'une  
libre parole, les  
atteint dans leur  
être même.»**

*Paul Chamberland*

intitulé «La nécessité d'une politique gouvernementale en alphabétisation et l'urgence d'un financement équitable pour les groupes membres du RGPAQ». Ce document a été élaboré au cours d'un processus démocratique qui a permis à tous les groupes de réfléchir et de se prononcer sur l'analyse de l'analphabétisme et sur les solutions à adopter pour l'enrayer. Un comité de travail a été formé pour superviser l'ensemble de la dé-

marche. Dès l'automne 1992, un sondage auprès des groupes nous a permis d'ajuster l'orientation du document. Plusieurs versions ont été retravaillées jusqu'à l'assemblée générale de juin 1993. C'est lors de cette assemblée que les dernières modifications ont été apportées à ce document qui allait servir de point de référence pour les deux années suivantes.

C'est également lors de cette assemblée qu'un plan d'action a été adopté, avec pour objectif de faire connaître nos demandes et d'amener le gouvernement du Québec à «bouger dans ce dossier».

À l'automne 1993, la mise en place de ce plan d'action commence mais on n'en verra les fruits que quelques mois plus tard, c'est-à-dire le 17 mars 1994. Ce soir-là, plus de 500 personnes se sont entassées dans une petite salle du Centre St-Pierre à Montréal. Les porte-parole des différents groupes ont été présentés à l'assemblée. Des témoignages de personnes analphabètes, d'artistes comme Louise Portai et Reine France, de Paul Chamberland, écrivain, sont venus couronner la soirée. Les objectifs de cette rencontre étaient de réunir nos forces et de lancer officiellement notre campagne pour une action contre l'analphabétisme. C'était la première manifestation publique d'un travail en gestation depuis deux ans. Une réussite, même si les autobus de la Mauricie sont arrivés comme la cavalerie dans les westerns... à la fin de la soirée!

Parallèlement à cette assem-



blée publique, les groupes d'alphabétisation rencontraient leur député pour les sensibiliser au problème de l'analphabétisme et pour leur demander d'intervenir auprès du ministre de l'Éducation. Profitant du passage à Trois-Rivières de ce dernier, monsieur Jacques Chagnon à l'époque, des représentants du Regroupement, de groupes de la Mauricie et des porte-parole des personnes analphabètes expliquent la situation au ministre. Celui-ci manifeste une certaine ouverture, mais sans vouloir s'engager concrètement.

Les semaines passent mais toujours rien de nouveau du côté du ministre. Les groupes décident alors de déclencher le «Plan Z»: l'opération «Alphabits». Ils expédient plus d'une centaine de boîtes d'«Alphabits», céréales en forme de lettres, au ministre Chagnon. Cette campagne d'envoi de boîtes de céréales accompagnées d'un message rappelant nos demandes à monsieur Chagnon, a pour objectif de faire savoir à la population que nous sommes en attente d'une réponse. Cette action sera reprise dans les médias et à l'Assemblée nationale. On y apprendra que le ministre préfère les «Spécial K» !

Les groupes multiplient les interventions dans les médias. Entre mars 1993 et juin 1994, le Regroupement a recensé plus de 60 articles de journaux traitant des besoins en alphabétisation populaire autonome.

Les groupes profitent également des premières «Assises

pancanadiennes du Conseil des ministres de l'Éducation du Canada», qui ont lieu à Montréal, pour soulever le fait que 900 000 personnes analphabètes au Québec attendent toujours un plan de lutte contre l'analphabétisme. Une deuxième rencontre a lieu avec le ministre de l'Éducation. Ce dernier

**«lire et écrire,  
c'est avoir accès à la  
connaissance,  
l'expression, la  
communication.  
lire et écrire... un  
geste de libération.»**

*Louise Portal*

commence à répondre un peu plus concrètement à nos demandes. Il évoque la possibilité de doubler les budgets des groupes d'alphabétisation et se dit prêt à discuter d'un plan de lutte contre l'analphabétisme. Nous nous demandons alors si nous ne sommes pas en plein conte de fées...

Mais toutes ces belles paroles n'auront pas de suite puisqu'au mois de juin 1994, Daniel Johnson, Premier ministre du Québec, dissout l'Assemblée nationale et déclenche des élections.

#### **Août-septembre 1994: la campagne électorale**

Une campagne électorale, c'est un moment privilégié pour amener les partis politiques à se prononcer et à prendre des engagements sur des questions

qui préoccupent la société québécoise. Même si les groupes d'alphabétisation ne débutent normalement leurs activités qu'à la fin du mois d'août, nous n'allions pas manquer une telle occasion !

Premier défi: imposer la problématique de l'analphabétisme pendant la campagne électorale. Un moyen: commencer notre campagne par une action hors de l'ordinaire. Aussitôt dit, aussitôt fait: on loue une montgolfière, et on réalise une grande banderole portant l'inscription «Que faites-vous pour les analphabètes?». Et par une belle journée du mois d'août, à Yamachiche, des représentantes et représentants des groupes accueillent, avec leur montgolfière et sa banderole, monsieur Jacques Parizeau, chef du Parti Québécois, alors en avance dans tous les sondages. Elle est superbe, cette montgolfière et on ne peut pas ne pas voir le message qu'elle porte. Monsieur Parizeau ne peut faire autrement que s'engager, sans se montrer trop précis, comme tout bon politicien, à appuyer le travail d'alphabétisation des groupes populaires.

Une déception: la couverture médiatique a été faible, même si les représentants du RGPAQ ont accordé bon nombre d'entrevues. Mais ce n'était que le début. Tout au long de la campagne électorale, les groupes de toutes les régions du Québec ont talonné tous les candidats et candidates pour savoir quelle était leur position face à la lutte contre l'analphabétisme. L'ex-ministre

de l'Éducation, Jacques Chagnon, a été confronté lors d'un débat télévisé (l'émission «Droit de Parole») par un membre du Regroupement à son inaction dans le dossier.

Le jour du débat télévisé des «chefs» entre Jacques Parizeau et Daniel Johnson, les groupes en alpha ont publié dans un quotidien à grand tirage leur question aux deux chefs : «Que ferez-vous pour les 900 000 personnes analphabètes du Québec?»

### **8 septembre 1994: Journée internationale de l'alphabétisation**

Heureuse coïncidence, les élections se tenaient le 12 septembre, quelques jours seulement après le 8 septembre, Journée internationale de l'alphabétisation. Ce 8 septembre revêtait donc une importance particulière pour les groupes d'alphabétisation. Une intervention théâtrale sur les marches de l'Université du Québec à Montréal a su capter l'attention des médias d'information qui ont ouvert leurs bulletins de nouvelles sur la question de l'analphabétisme. Le journal «La Presse» a nommé Sylvie Tardif, coordonnatrice du Centre d'organisation mauricien de service et d'éducation populaire (COMSEP) de Trois-Rivières et ex-présidente du Regroupement, «Personnalité de la semaine». La montgolfière reprenait du service et venait présenter son message aux Montréalais. Quelques groupes répartis dans différentes ré-

gions du Québec venaient également ajouter leur grain de sel en organisant des activités de sensibilisation.

### **Le résultat**

Le Parti libéral du Québec s'est formellement engagé à doubler les budgets des groupes oeuvrant en alphabétisation... mais il s'est fait battre aux élections ! Le Parti québécois quant à lui s'est engagé à «... concevoir, de concert avec les intervenants, une véritable politique de reconnaissance et de financement des organismes volontaires d'éducation et d'alphabétisation populaires autonomes. Le financement des organismes sera augmenté de même qu'il sera planifié et octroyé sur une base triennale<sup>1</sup>.»

### **Automne 1994- printemps 1995: de l'attente à l'espoir**

Le travail réalisé au cours de la campagne électorale a permis aux groupes de se rendre compte qu'il leur manquait un «outil» simple et accessible pour expliquer ce qui se passe actuellement dans le domaine de l'alphabétisation. Le mois d'octobre a donc servi au Regroupement à produire ce dépliant éducatif et à en faire bénéficier tous les députés fraîchement élus. L'automne a aussi permis à plusieurs groupes de recevoir du Regroupement une formation sur le travail avec les médias. On a beau avoir une belle histoire, il faut savoir la conter !

Le Regroupement a été invité lors de la cérémonie d'investiture des nouveaux ministres. Monsieur Jean Garon a été à cette occasion nommé ministre de l'Éducation. Une heure plus tard, il recevait, en mains propres de la présidente du Regroupement, Madame Solange Tougas, une lettre lui demandant une rencontre.

Cette rencontre aura lieu le 17 novembre 1994. Comme il en a pris l'habitude, le Regroupement compte sur une solide délégation composée de formatrices et de porte-parole des personnes analphabètes pour expliquer au ministre la situation en alphabétisation. Monsieur Garon sera particulièrement interpellé par le témoignage de Carole, jeune apprenante de 23 ans d'un groupe de Longueuil. Après la rencontre, monsieur Garon, bien informé des demandes des groupes, s'engage à nous revoir rapidement pour nous faire part de sa position.

### **Et si on déjeunait?**

Les mois de décembre et janvier passent... Les groupes poursuivent leur travail d'information auprès des médias et du grand public. Ils adressent également quelques petits rappels au ministre, par l'envoi de bas de Noël, de S.O.S. dans une bouteille, etc. Février arrive et toujours pas de nouvelles. Que faire? Et si on allait déjeuner aux céréales «Alpha-Bits» au ministère de l'Éducation?

On pourrait y inviter le mi-



nistre à venir rendre publics ses engagements. Ce fut fait et avec succès! Le 7 février, plusieurs centaines de personnes se réunissent dans le hall du MÉQ pour déjeuner en compagnie du ministre. Ce dernier s'engage alors à venir à l'assemblée générale du Regroupement, le 24 février, pour annoncer ses intentions. Il tiendra parole.

Le 24 février 1995, lors de l'assemblée générale du Regroupement des groupes populaires en alphabétisation du Québec, le ministre de l'Éducation, Jean Garon, annonce une hausse significative du budget des groupes d'alphabétisation. En fait, en 1995-96, le budget doublera et passera de 2,6 à 5,3 millions de dollars. En ce qui concerne un plan de lutte contre l'analphabétisme, malheureusement, le débat est renvoyé aux États généraux sur l'Éducation qui se dérouleront au cours de l'année 1995-96. Cette annonce va susciter beaucoup de discussions, entre autres sur la répartition de ces nouvelles sommes et sur la création de nouveaux groupes, mais un pas important a été franchi. Ce n'est pas un coup de baguette magique qui a rendu possible ce déblocage, mais plutôt la combinaison de différents facteurs.

#### **Le rôle des différentes régions du Québec**

Ce qui nous a permis d'obtenir un financement accru bien sûr, mais aussi une certaine reconnaissance, c'est l'implication

de plusieurs groupes dans plusieurs régions du Québec. Une petite organisation comme le Regroupement n'aurait pas pu faire bouger un gouvernement s'il n'y avait pas eu un travail de sensibilisation en provenance de tous les coins du Québec. Chaque région y a mis sa couleur, investi ses propres forces. C'est l'histoire des sept nains qui ont décidé de se regrouper pour modifier un peu la fable à leur façon.

#### **Le rôle des personnes analphabètes**

Ce travail n'aurait pas pu progresser au sein des groupes populaires en alphabétisation si les personnes analphabètes en formation n'y avaient pas joué un rôle majeur. À toutes les rencontres avec le ministre de l'Éducation, des personnes analphabètes sont venues pour exprimer leur vécu, leurs préoccupations. Ce sont elles qui se sont mobilisées sous la pluie, la neige, en plein vent, pour faire entendre leur voix. C'est leur victoire (même si elle est partielle, comme toute victoire) et elles l'ont soulignée par une fête de la solidarité organisée le 27 mai dernier par les porte-parole des participantes et participants des groupes.

#### **La conjoncture**

Toutes les histoires, heureuses ou tristes, se passent dans le cadre d'une époque précise. Il serait difficile de vivre une histoire de prince charmant en 1995.

Les princes encore en vie ne sont plus très charmants ! Notre histoire, elle, se situe dans un contexte où les gouvernements cherchent à faire en sorte que les services soient offerts à un coût moindre que celui des institutions publiques. Il faudrait être un peu aveugle pour ne pas reconnaître que ce facteur a joué un certain rôle à l'intérieur de notre histoire. Il ne faut cependant pas tomber dans le piège contraire et penser que ce contexte explique tout. C'est probablement une combinaison de plusieurs facteurs qui nous a permis d'écrire cette nouvelle histoire du monde de l'alphabétisation populaire.

#### **Les appuis, les alliés**

Dernier élément, mais non le moindre: cette démarche a réussi grâce au soutien de milliers de personnes et à l'appui d'organismes de toutes les régions du Québec. Soulignons, en particulier, le travail de collaboration avec le réseau des autres groupes d'éducation populaire qui sont représentés par le Mouvement d'éducation populaire et d'action communautaire du Québec (MÉPACQ).

C'est en toute indépendance mais ensemble que nous avons avancé vers la reconnaissance du travail des groupes d'éducation et d'alphabétisation populaires autonomes. Mentionnons également le support indéfectible de la Conférence religieuse canadienne, section Québec (CRCQ).

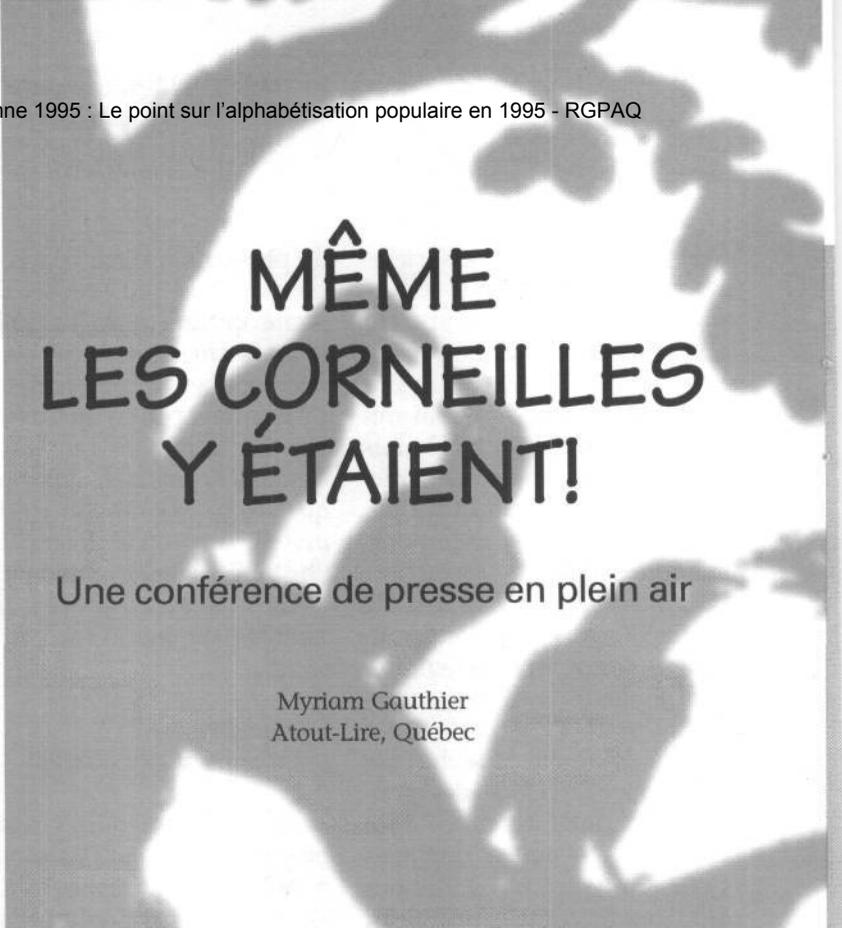
## Et l'avenir ?

Tout n'est pas réglé, loin de là, et il reste beaucoup à faire. Les mécanismes de financement pour soutenir les groupes d'alphabétisation ne sont pas encore connus. Le gouvernement du Québec n'a toujours pas adopté de véritable plan pour lutter contre l'analphabétisme.

Le ministre de l'Éducation a créé en avril dernier une commission nationale pour superviser les États généraux sur l'éducation, mais il n'a pas jugé bon d'y nommer une personne possédant une expertise auprès des personnes analphabètes. Il faudra voir de quelle manière on pourra vraiment faire partie d'un plan d'ensemble pour l'éducation au Québec. Il faudra travailler fort pour que le gouvernement reconnaisse une place plus grande à l'éducation des adultes, à l'éducation populaire autonome et à l'alphabétisation populaire autonome. Oui, il y a encore beaucoup de chemin à faire mais si les groupes d'alphabétisation savent s'unir, se solidariser et s'organiser, ils réussiront à faire progresser de nouveau l'alphabétisation populaire autonome !

N'est-ce pas là une fin heureuse pour cette histoire..? Rendez-vous l'an prochain pour une autre belle histoire contée à la façon de l'alphabétisation populaire autonome.

*1. Lettre de Hubert Thibeault, directeur de cabinet, au nom de Jacques Parizeau, adressée au RGPAQ et datée du 6 septembre 1994.*



# MÊME LES CORNEILLES Y ÉTAIENT!

Une conférence de presse en plein air

Myriam Gauthier  
Atout-Lire, Québec

LE 8 septembre 1994, Journée internationale de l'alphabétisation, nous prenions possession d'un coin de parc de notre quartier pour tenir une conférence de presse. C'est là, sous un soleil hésitant, que nous avons convié la presse et les deux candidats, péquiste et libéral, du comté à venir écouter les demandes de nos conférenciers, en l'occurrence les deux porte-parole de notre groupe, Jean-Pierre Roussel et Alain Lessard.

## La mise en scène

Mais l'engagement de nos deux porte-parole n'avait pas commencé là. En effet, c'est avec eux que l'ensemble des décisions et des tâches entourant la préparation et le déroulement de la conférence s'est effectué. D'abord, Alain et Jean-Pierre ont pris connaissance de la plate-forme de revendications du Regroupement des groupes populaires en alphabétisation du Québec (RGPAQ). Nous étions deux animatrices à travailler avec eux pour les aider à en comprendre les différentes revendications. Ensemble, nous avons choisi celles qui touchaient de plus près les participantes et participants de notre groupe. Puis, Alain et Jean-Pierre se sont partagé les revendications à présenter.

Nous nous sommes alors partagé le contenu retenu, et avons travaillé en équipe : une animatrice et un représentant, le but étant de faire en sorte que Jean-Pierre et Alain s'approprient le message qu'ils avaient à livrer, qu'ils le mettent dans leurs mots, que ce message soit simple à expliquer et à comprendre. Après quelques réunions,

plusieurs pratiques devant auditoire et les joues rouges par anticipation, ils étaient fin prêts!

Après tous ces efforts, nous voulions toucher et intéresser le plus de monde possible. Il fallait que cette activité soit un événement public réussi. Nous avons dressé la liste des invités : les participantes et participants et bénévoles d'Atout-Lire, les groupes communautaires du milieu, les commerçants et la population du quartier. Étant à quelques jours des élections provinciales, nous pensions qu'un tel auditoire potentiel était susceptible d'attirer les candidats qui deviendraient à leur tour un bon appât pour les différents médias de notre région. Opération stratégique réussie!

Pour accueillir tout ce beau monde, il nous fallait un endroit accessible, ouvert et assez vaste. C'est ainsi que le choix du lieu s'est imposé. Histoire d'avoir un peu d'intimité et de se sentir chez nous, nous avons trouvé un coin du parc où il était possible de créer un décor simple et efficace. Ce dernier consistait en de grosses lettres d'alphabet et

de chiffres aux couleurs variées qui encadraient les conférenciers et tapissaient la grille de l'entrée du parc. Le tout de fabrication maison. Ce même décor a également servi à publiciser l'événement chez les commerçants du coin.

Il nous restait à présent à préparer ce qui allait appuyer et renforcer le point culminant de la journée.

En partant du fait qu'on ne voulait pas seulement attirer des gens, mais aussi les garder un peu avec nous afin de partager le plus possible ce que nous vivions, deux idées ont germé. La première était d'offrir une soupe populaire aux alphabets. La deuxième, de présenter une activité «spectaculaire» afin d'attirer l'attention des journalistes. Nous avons donc imaginé une envolée de ballons à laquelle participeraient toutes les personnes présentes à la conférence. Pour rendre ce geste le plus symbolique possible, nous avons décidé d'attacher à chaque ballon une lettre ou encore un chiffre de carton en couleur.

## Rideau!

Dès 1\*heures, les chaudrons de soupe étaient sur le feu au beau milieu des cris des enfants et sous le regard interrogateur des passants. Dans le parc avaient poussé des lettres et des chiffres géants, chacun tenait son rôle, la nervosité régnait, Jean-Pierre et Alain étaient solennels. Au dernier moment, les deux candidats aux élections et les quelques journalistes sont arrivés. Avec cinq minutes de retard et après qu'une animatrice d'Atout-Lire eut introduit la conférence en parlant de l'analphabétisme et de l'alphabétisation, nos deux porte-parole ont fait connaître leurs demandes. Les voici:

### «Les constatations :

- \* Le ministère de l'Éducation n'a pas de vrai plan en alpha pour nous autres.
- \* On trouve ça difficile d'aller dans les écoles pour apprendre; ça va trop vite à l'école.
- \* Si on savait mieux lire, écrire et calculer, on aurait plus de facilité à se trouver de l'emploi et on se ferait moins rouler.
- \* À Québec, il y a seulement deux groupes d'alpha et il y a des listes d'attente.
- \* Dans la province, c'est pareil; il manque de groupes.

### Les demandes:

- \* Ne pas nous obliger à faire un programme, mais avoir le choix d'aller à l'école.
- \* Prendre le temps de nous écouter.
- \* Avoir le choix d'aller où on

veut, dans un groupe populaire ou à la commission scolaire.

- \* Pas de limite de temps pour apprendre, pas de 200\*heures.
- \* Ne pas couper dans les programmes sociaux.
- \* Plus d'emplois pour tout le monde, sans préjugés.
- \* Ouvrir la chance à tout le monde.
- \* Ouvrir les portes à d'autre monde qui veulent apprendre.
- \* Ouvrir de nouveaux groupes.
- \* Penser à donner plus d'argent aux groupes d'alpha.»

Comme supplément d'informations et pour être bien sûrs de faire le tour de la situation, nos deux représentants ont également fait part de ce qui suit :

«-Atout-Lire est indépendant des commissions scolaires. On est autonome. On décide nous-mêmes de ce qu'on va faire.

Atout-Lire fait partie d'un regroupement des groupes d'éducation populaire. Y'a pas rien qu'à l'école qu'on apprend. Dans les groupes d'éducation populaire, on apprend aussi. On apprend en regardant, en écoutant, en échangeant, en prenant notre place. Dans les groupes d'éducation populaire, on défend les mêmes personnes. On demande tous une amélioration de nos conditions de vie.

L'alpha populaire fait partie de l'éducation populaire autonome. Avant, l'éducation populaire et l'alpha populaire étaient financées dans le même programme au ministère de l'Édu-

cation. Le printemps passé, on a été séparés. L'alpha populaire a été placée avec les commissions scolaires.

Nous autres, on veut rester avec les groupes d'éducation populaire. On est des alliés naturels.

### En conclusion :

- \* Une plus grande reconnaissance.
- \* Un meilleur financement des groupes d'alphabétisation populaire.
- \* Pas de limite de 2000 heures pour apprendre.»

À ce stade-ci, il nous restait à souhaiter que les paroles ne finissent pas comme les ballons! L'envolée de ces derniers a d'ailleurs eu un effet plus grand encore que celui escompté. C'était, comme on l'avait souhaité, très spectaculaire. Chacun s'est senti concerné par ce geste.

Nous avons profité de cet instant de solidarité pour continuer à sensibiliser autour de la soupe, nervosité en moins et soleil en plus. Tout s'était bien passé... malgré le chant pas très agréable des corneilles qui ont assisté à la conférence, perchées dans l'arbre, juste en face de nos conférenciers!

### Les impressions de nos deux principaux acteurs :

«Au début, j'étais nerveux. Quand la conférence de presse a commencé, je l'étais moins. Je me sentais tout seul quand je lisais. J'étais concentré. Le fait que j'avais mon texte devant moi,

je me sentais moins stressé.

La prochaine fois, je saurai à quoi m'en tenir pour les questions des journalistes parce que je me suis énervé pour rien. En général, les questions qu'on m'a posées, j'ai pu facilement y répondre.

Si c'était à recommencer, je serais prêt!»

«J'ai beaucoup aimé faire la conférence de presse. Ça a été vraiment une bonne expérience même s'il y avait des corneilles.»

L'impact sur les médias  
et la réponse des politiciens

Vu que nous étions en fin de campagne électorale, les médias ont préféré couvrir d'autres activités malgré le caractère visuel de notre conférence. Tout de même, nous avons eu droit à une couverture par les deux quotidiens de la région, ainsi que par les deux radios communautaires de Québec.

Pour ce qui est de la présence des politiciens, celui qui est devenu le député de notre comté a participé à l'envolée de ballons. Il est resté avec nous un bon moment, assez longtemps pour établir un contact qui a facilité nos relations tout au long de l'année. Cela était d'autant plus important en cette période de lutte pour l'obtention d'un meilleur financement pour les groupes.



Le 17 novembre 1994, j'ai représenté les participants de tous les groupes du Québec durant la rencontre du ministre Garon et le RGPAQ. Mon rôle c'était de lui lire une des lettres que les participants de la Boîte à lettres avait écrit pour lui dire que nous n'avons pas besoin d'argent pour continuer nos cours. Je vous dis que j'étais tellement sur le gros nerf que j'ai bu deux cafés une chose que je ne fais jamais. Je lui lis la lettre. Et pour moi mon rôle était fini. Bien non le ministre Garon se met à me poser des questions. Je ne sais pas pourquoi il pose cette question. Je lui ai répondu à sa question, j'étais très nerveuse. Ça s'est bien passé malgré tout.

RS. Je crois qu'on va avoir des bons résultats de la part du ministre Garon

*Carole Bérubé*

# États généraux sur l'éducation :

## *Enfin un plan de lutte contre l'analphabétisme ?*

Jean-François Aubin

Le 9 avril dernier, le ministre québécois de l'Éducation, monsieur Jean Garon a procédé au lancement officiel des États généraux sur l'Éducation. Par cette démarche, le gouvernement du Québec vise à «... faire le point entre nous en vue d'établir un certain nombre de consensus sociaux sur ce qu'on doit faire ensemble pour répondre aux besoins d'éducation et de formation d'aujourd'hui et de demain...<sup>1</sup>». Il s'agit d'un vaste processus qui devrait, du moins l'espère-t-on, aboutir en juin 1996 et dégager quelques consensus qui deviendront des priorités gouvernementales. Le Regroupement des groupes populaires en alphabétisation du Québec (RGPAQ) veut s'investir dans cette démarche, parce qu'il ose croire qu'un débat d'ensemble sur l'éducation est actuellement une nécessité au Québec. Depuis quelques années, on assiste à de petites «réformettes» sans lien logique et souvent dépourvues de vision globale. Le problème de l'analphabétisme, en particulier, vient questionner tout le système de l'éducation, du préscolaire à l'éducation des adultes. Il agit comme un miroir qui nous reflète les carences de notre système éducatif. Il est plus que temps de pousser le ministère de l'Éducation à donner un coup de barre significatif avant que le navire coule à pic.



## La forme

Les États généraux sur l'Éducation seront coordonnés par une commission nationale. Cette commission composée de 15 personnes de milieux variés ne compte cependant aucun membre possédant une expertise reconnue en éducation populaire ou en alphabétisation populaire autonome.

C'est un peu incohérent dans la mesure où les adultes susceptibles d'avoir le plus besoin des services en éducation ne seront pas représentés à cette commission. On ne peut s'empêcher de se demander pourquoi le gouvernement a décidé de se passer de l'expertise des milieux de l'éducation populaire au sein de cette commission. On n'a pourtant pas hésité à nommer trois représentants du monde des affaires pour s'assurer de leur participation, étant donné qu'aucune de ces personnes ne pouvait libérer suffisamment de temps pour assister à toutes les sessions de la commission. Il est important que le milieu des affaires soit associé à ce processus, mais n'est-il pas aussi important que les groupes en éducation populaire, qui rejoignent plusieurs milliers de personnes chaque année dans leurs activités d'éducation, y soient aussi représentés ?

La première étape des États généraux permettra aux membres de la commission de participer à des activités diverses de consultation, à des colloques, des conférences et des symposiums.

Le contenu de ces rencontres leur servira de base pour rédiger un document dressant un état de la situation en éducation. Ce document devrait être simple et accessible. Il sera rendu public à la fin de l'automne 1995.

Pour la deuxième étape, on a prévu la tenue d'assises dans toutes les régions administratives du Québec. Ces rencontres constitueront des forums de discussions et de concertation régionale à partir du document de base. La troisième étape consistera en la tenue des États généraux nationaux. Cette rencontre, qui devrait avoir lieu au printemps 1996, aura pour objectif de dégager des consensus en vue de l'action.

Les consultations en région sont un des éléments positifs de ce processus. On se devait de tenir compte des réalités propres à chaque région du Québec. Il est à souhaiter que tous les acteurs et actrices du monde de l'éducation, y compris les personnes analphabètes, aient une place à l'intérieur de ces discussions. Il serait dommage que seulement les «gros» organismes aient voix au chapitre. Il faudra également que le gouvernement soit disposé à investir en éducation pour matérialiser les recommandations qui émaneront de ces États généraux. Si dans un an, le gouvernement nous revient avec son discours sur le manque de ressources et l'obligation de couper partout, y compris en éducation, on n'aura guère avancé et on aura tous et toutes perdu notre temps.

## Le contenu

Une question demeure : y aura-t-il place pour un débat large sur l'éducation ? Parlerons-nous seulement de l'éducation des jeunes ? On peut parfois se permettre d'avoir quelques doutes lorsque le ministre conclut l'activité de lancement des États généraux en ces termes : « Nous allons agir ensemble pour l'avenir des jeunes du Québec, mais aussi pour l'avenir du Québec tout entier parce que l'un ne va pas sans l'autre. Avoir confiance dans l'avenir, c'est d'abord avoir confiance dans notre jeunesse<sup>2</sup>. » Oui, l'éducation des jeunes est fondamentale. Oui, plusieurs correctifs doivent être apportés au système d'éducation primaire, secondaire et collégial. Mais quand le gouvernement du Québec adoptera-t-il un discours et une pratique sur l'éducation permanente ? Allons-nous reconnaître enfin que les besoins de formation sont maintenant continus ? Que ferons-nous pour les 900 000 Québécois analphabètes ? Les groupes populaires en alphabétisation et les autres groupes d'éducation populaire autonome rejoignent chaque année des milliers de personnes dans leurs activités de formation. Malgré cela, ils doivent encore se battre pour se faire reconnaître, pour être considérés comme partie intégrante de l'éducation au Québec.

Théoriquement, tout est sur la table, tout est discutable, mais quel sera l'espace réel réservé à

l'éducation des adultes, à l'éducation et l'alphabétisation populaires autonomes? Il est évident que les intervenantes et intervenants de l'éducation populaire et les participantes et participants eux-mêmes devront s'organiser pour faire entendre leur voix.

Serons-nous capables collectivement de dépasser le corporatisme et de développer un projet d'éducation qui rejoint une majorité de citoyens et de citoyennes? Serons-nous capables de ne pas nous confiner à une vision trop sectorielle de l'éducation? Serons-nous en mesure de nous laisser interpellé par les autres acteurs du monde de l'éducation?

Saurons-nous reconnaître le rôle et l'utilité respectifs d'un réseau institutionnel en éducation et d'un réseau hors institution (éducation populaire autonome)? Ce ne sont là que quelques défis prévisibles qui attendent ces États généraux.

### **Qu'est-ce que les groupes populaires en alphabétisation ont à dire sur l'éducation au Québec?**

Les groupes populaires en alphabétisation possèdent une expertise incontournable en alphabétisation. Depuis 1966, ces groupes représentent une expérience unique de réappropriation d'un pouvoir individuel et collectif par des personnes marginalisées et exclues de notre société. Ces groupes constituent un immense laboratoire d'expérimentation, de créativité au ser-

vice des personnes analphabètes. Au fil des ans, ils se sont également organisés en réseau en se donnant des balises communes tant en ce qui concerne les orientations idéologiques que les principes pédagogiques. Ils se sont peu à peu affirmés comme un réseau alternatif et différent du réseau institutionnel. Tout en reconnaissant le rôle de ce dernier, ils affirment qu'ils constituent des espaces de liberté et de démocratie absolument nécessaires pour les personnes analphabètes.

Ils ont donc beaucoup de choses à dire sur l'analphabétisme et ses causes. À coup sûr, ils rediront que l'analphabétisme est étroitement associé aux phénomènes de pauvreté. Ils affirmeront haut et fort que les programmes de la sécurité du revenu qui rejoignent une partie importante de ces personnes économiquement démunies ne correspondent vraiment pas aux besoins des personnes analphabètes et que le ministère de l'Éducation doit intervenir dans ce champ d'action. Ils rappelleront l'ampleur de l'analphabétisme, et pour y faire face, ils proposeront que le gouvernement du Québec se donne un plan d'ensemble, coordonné par le ministère de l'Éducation, pour lutter efficacement contre l'analphabétisme.

Un des axes de ce plan d'action devrait être l'accès libre et gratuit à la formation de base avec le choix du lieu de formation. Des mesures devraient être également prévues, comme un soutien pour la garde des en-

fants des personnes analphabètes en formation et des possibilités d'emploi pour ces personnes qui jamais ne pourront atteindre le certificat de secondaire cinq.

Oui, les groupes populaires en alphabétisation ont des choses à dire sur l'alphabétisation, mais ils en ont aussi à dire sur l'éducation en général. Ils demanderont, par exemple, que des corrections soient apportées au système d'enseignement primaire et secondaire pour faire une place réelle à des jeunes ayant des démarches d'apprentissages différentes. Ces groupes s'inquiètent et sonnent l'alarme en soulignant le fait que de plus en plus de jeunes deviennent des analphabètes fonctionnels<sup>3</sup>.

Ils ont pu constater et, peuvent en témoigner, les conséquences du manque de sentiment d'appartenance à l'école qu'ont vécu les personnes analphabètes dans leur passé. Il en va de même pour les classes surchargées qui en ont découragé plus d'un. Ils pourraient aussi parler de grandes campagnes d'alphabétisation réalisées dans certains pays qui ont connu un succès mitigé à cause du phénomène de l'analphabétisme de retour<sup>4</sup>. Que fait la société québécoise pour promouvoir d'une façon systématique la lecture? pour prévenir le décrochage?, etc.

Ce ne sont là que quelques-uns des points que ne manqueront pas de soulever les groupes populaires en alphabétisation lors de leur participation aux États généraux sur l'Éducation. Pour que ces propositions che-

minent, tous les autres acteurs de l'alphabétisation et de l'éducation populaire se doivent d'intervenir très activement dans ce processus démocratique. Ces organisations devront aussi avoir le souci de donner la parole à ceux et celles qui sont les plus touchés, à savoir les personnes analphabètes elles-mêmes.

Il faudra forger des alliances pour parvenir à dégager un projet d'éducation cohérent pour le Québec. Sinon, on risque de se trouver avec une cacophonie de propositions sans lien entre elles et qui peuvent même s'opposer les unes aux autres. Ces alliances seront également nécessaires pour s'assurer que le gouvernement du Québec donnera suite aux recommandations des États généraux.

Ce serait dommage que le rapport final des États généraux aille rejoindre sur une tablette une série d'autres rapports comme celui sur l'éducation des adultes<sup>5</sup> en 1982 ! Nous n'en sommes pas encore là; retrouvons donc nos manches et cherchons à obtenir la mise sur pied d'un plan de lutte contre l'analphabétisme.

1. Communiqué de presse, Québec tient parole. Monsieur Jean Garon procède au lancement officiel des États généraux sur l'Éducation en présence du Premier ministre, monsieur Jacques Parizeau, 9 avril 1995.

2. Ibid.

3. Près de 3% des personnes analphabètes sont des jeunes de moins de 3 ans qui ont eu accès au système scolaire.

4. En termes plus simples, les personnes fraîchement alphabétisées n'ayant pas suffisamment l'occasion de pratiquer la lecture et l'écriture, perdent les notions acquises.

5. CEFA, Apprendre, une action volontaire et responsable, Gouvernement du Québec, 1982.

# Alphabétisation et aide sociale : un ménage difficile

Martin-Pierre Nombé

Des personnes assistées sociales engagées dans une démarche d'alphabétisation qui reçoivent une lettre de leur agent d'aide sociale, leur signifiant la fin de leur formation. Des personnes assistées sociales, qui se voient refuser une inscription en alphabétisation parce que leur région a atteint son quota de personnes à inscrire sur la mesure Rattrapage scolaire. Des personnes assistées sociales, qui sont obligées d'arrêter leur processus de formation, parce que le nombre d'heures de formation imposé ne correspond pas à leur réalité. Voilà des situations que le Regroupement des groupes populaires en alphabétisation du Québec, ainsi que plusieurs personnes assistées sociales, dénoncent depuis août 1993.

Ce sont là les retombées des coupures effectuées dans la mesure Rattrapage scolaire implantée en septembre 1984. Cette mesure visait au départ à aider les prestataires de l'aide sociale âgés de moins de 30 ans à terminer leurs études secondaires. Depuis la réforme de la sécurité du revenu en 1988, l'alphabétisation et l'apprentissage du français sont venus s'y ajouter. Ces changements ont ainsi permis une augmentation de la participation, qui est passée de 19 589 personnes inscrites au cours de l'année 1989-1990 à 56 412 deux ans plus tard<sup>1</sup>, mais aussi un élargissement de la mesure pour qu'elle vise en même temps des personnes désireuses de terminer leurs études, des parents soucieux d'acquérir une éducation de base indispensable pour aider leurs enfants à l'école, ou encore des personnes analphabètes désireuses de se donner des moyens pour fonctionner dans notre société.

La crise actuelle de l'État-providence sert de prétexte «aux remises en cause, aux tentatives de reformulation du consensus sociétal sur les objectifs souhaitables de l'égalité, sur les valeurs mêmes qui sous-tendent certains éléments du contrat social (sécurité, transferts, socialisation des risques et des charges) et enfin sur les politiques et les pratiques de la solidarité.» (Lamoureux, 1994:52)<sup>2</sup>. Cette nouvelle recomposition du social a entre autres donné lieu, on s'en souvient, à des politiques comme la Loi 37 sur l'aide sociale et «son cortège de mesures disciplinaires» (Boismenu 1988, 1991)<sup>3</sup>. Le Regroupement des groupes populaires en alphabétisation du Québec s'est toujours opposé à la Loi 37 sur l'aide sociale, ainsi qu'à ses diverses mesures.

Depuis quelques années, la mesure Rattrapage scolaire fait l'objet de restrictions diverses. En août 1993, une directive du ministère de la Sécurité du revenu obligeait les jeunes qui abandonnent leurs études et se retrouvent sur l'aide sociale, à attendre deux ans, au lieu de neuf mois, avant d'être admissibles au programme de Rattrapage scolaire. De plus, les personnes assistées sociales qui ne répondent pas aux exigences d'écriture et de lecture et retournent apprendre devaient faire 12 heures minimum d'apprentissage au lieu des neuf heures prévues.

En septembre 1994, le ministère émettait d'autres directives prévoyant un contingen-

Sherbrooke, le 22 mars 1995

Madame, Monsieur,

Nous sommes des personnes sous-scolarisées, et nous vous demandons votre appui. En 1995, être sous-scolarisé signifie ne pas posséder de diplôme d'études secondaires.

L'organisme dont nous sommes membres, le Centre d'éducation populaire de l'Estrie, autrefois l'Arbralette, a pour mission, entre autres, la défense des droits des personnes sous-scolarisées.

Il existe une contradiction en ce qui nous concerne : d'une part, on nous reproche notre inertie face à l'obtention d'un emploi et d'autre part, on nous ferme de plus en plus les portes des entreprises sous prétexte que nous ne possédons pas de diplôme d'études secondaires. D'ici l'an 2000, toutes les portes nous seront fermées.

Que vous soyez de ceux qui nous jugez sévèrement ou que vous éprouviez de la compassion à notre égard, vous pouvez faire en sorte que cesse cette contradiction. Lisez notre pétition, photocopiez-la au besoin, signez-la, faites-la circuler et retournez-nous-la le plus tôt possible.

Les formateurs du Centre d'éducation populaire de l'Estrie travaillent avec des gens comme nous depuis seize ans et ils savent que ce n'est pas par choix que nous ne possédons pas de D.E.S.

**ÇA NOUS CONCERNE TOUS.**

*Le comité des participants du*

*Centre d'éducation populaire de l'Estrie*

tement par région, l'allongement de la période minimale sur l'aide sociale pour se qualifier, l'augmentation du nombre minimal d'heures de formation (passant de 12 heures, en 1993-1994, à 2\*heures<sup>4</sup>), l'exclusion des jeunes ayant abandonné depuis moins de deux ans des études régulières (comme en 1993), la fixation de la durée

de la participation à la mesure à 2 000 heures, soit deux ans, et enfin le changement du barème de participation pendant les vacances scolaires.

En janvier 1995, selon un document de travail du ministère de la Sécurité du revenu, les directives de 1994 ont été maintenues. L'orientation actuelle favorise «nettement les acti-



## UN EMPLOI : UN PRIVILEGE OU UN DROIT?

*Pétition - Pétition - Pétition - Pétition*

Selon Statistique Canada, 44 % des Canadiens âgés de 16 à 69 ans n'ont pas de diplôme d'études secondaires et 38 % d'entre eux ne peuvent répondre à leurs besoins courants en matière de lecture et de calcul.

Nous savons que ces personnes proviennent de milieux défavorisés et que l'analphabétisme est intimement lié à la pauvreté. Pouvons-nous croire que ces personnes sont pauvres, ignorantes et sans emploi par choix et qu'elles sont entièrement responsables de cette situation?

Présentement, les employeurs de la région brandissent l'argument de la révolution technologique et refusent systématiquement et sans discernement l'accès à l'emploi pour toutes ces personnes. Résultat, ces femmes et ces hommes sont exclus de notre société et nous savons tous qu'il y a des conséquences graves à cela. On ne peut exclure impunément 44 % de la population; si nous ne donnons aucun espoir à ces personnes, nous connaissons des problèmes sociaux de plus en plus aigus et coûteux : violence, alcoolisme, toxicomanie, suicide, maladie, etc.

Pour tous ces motifs, nous vous demandons de signer cette pétition pour que nous puissions sensibiliser les dirigeants des entreprises de notre région, les décideurs politiques et la population en général, et ainsi favoriser l'accès à l'emploi pour ceux et celles qui n'ont pas de diplôme d'études secondaires.

vités d'alphabétisation fonctionnelle...», ce qui veut dire que les prestataires ayant un niveau «faible» se voient refuser l'accès à la démarche d'alphabétisation. Le document prévoit entre autres la conclusion d'ententes avec les établissements scolaires et les organismes populaires sur des formations de «type alpha-métier»<sup>5</sup>.

Le ministère justifie les différents changements par le taux d'abandon très élevé chez les personnes participant à la mesure. Selon l'étude du ministère sur «l'abandon de la participation à la mesure Rattrapage scolaire», publiée en 1993, le taux d'abandon en alphabétisation est de 67 %. Cette étude menée dans les commissions

scolaires ne tient pas compte de la situation des groupes populaires en alphabétisation, où le taux d'abandon ne se situe qu'autour de 7 %.

Dans les faits, par les différentes restrictions, le ministère vise la réduction des coûts de la mesure et la réinsertion à court terme des prestataires sur le marché du travail.

Le Conseil des ministres a approuvé, en décembre 1992, un objectif budgétaire impliquant une croissance zéro de l'ensemble des programmes; ce qui équivaut à une compression, au niveau du ministère de la Sécurité du revenu, de 182 millions de dollars<sup>6</sup>. Avec sa directive du printemps 1994, le gouvernement du Québec a contingenté l'accès des assistés sociaux à la formation de base, dans le but d'«économiser» près de 75 millions de dollars<sup>7</sup>.

L'évolution du marché du travail consécutive à la restructuration de l'économie mondiale entraîne un changement dans la nature même du travail. Le marché exige des travailleurs et travailleuses de plus en plus qualifiés et leur impose de s'adapter continuellement aux innovations technologiques. Du même coup, on constate qu'un nombre toujours plus grand de biens et de services sont produits avec de moins en moins de travail humain. C'est donc aujourd'hui le plein emploi pour les uns, la précarité des petits «boulots» et surtout le chômage pour les autres<sup>8</sup>. Est-il possible pour les personnes analphabètes de se trouver un em-

ploi quand celles qui sont qualifiées n'en trouvent pas?

La réforme de la mesure Rattrapage scolaire mise en application le 1er septembre 1994, ainsi que la directive de l'automne 1993, consacrent l'exclusion d'une partie importante de la clientèle analphabète prestataire d'aide sociale.

Les personnes analphabètes sont confrontées à un ensemble de problèmes, tous inter-reliés. Leur très faible scolarité, leurs conditions de pauvreté matérielles et leur inaptitude à fonctionner dans notre société où l'écrit est nécessaire, les marginalisent et elles vivent dans l'isolement. L'exclusion va ainsi accroître considérablement la perte de l'estime de soi et développer chez ces personnes des problèmes sociaux.

Les personnes analphabètes sont très défavorisées sur le plan social. Elles ne sauraient être mises sur le même pied que les personnes rejointes par les programmes de formation générale et de formation professionnelle. Pourtant, les fonctionnaires utilisent les mêmes critères de sélection dans les trois programmes<sup>9</sup>. Les personnes visées par les deux types de programmes sont très différentes de celles inscrites en alphabétisation.

La personne analphabète qui a vécu en marge du système scolaire et de la société depuis des années a très peu de chances de réintégrer rapidement le marché de l'emploi. Dans un premier temps, elle a plutôt besoin de reprendre confiance en elle,

d'apprendre à lire, à écrire, à calculer à son rythme, de retrouver sa place dans la société et, dans un deuxième temps, de réintégrer le marché du travail avec l'aide d'autres mesures existantes.

La mesure Rattrapage scolaire, pour ce qui est de l'alphabétisation, ne devrait-elle pas tenir compte des conditions particulières des personnes analphabètes? Ne doit-elle pas les amener à mieux fonctionner et à s'impliquer dans la société de façon autonome?

Le Québec compte aujourd'hui près de 90\*00\*personnes analphabètes<sup>10</sup>. La lutte contre ce phénomène, dont les conséquences sont immenses, doit commencer par l'accessibilité de la formation.

*«L'insuffisance d'éducation de base d'une partie importante de la population et, à plus forte raison, l'analphabétisme complet de certaines personnes, constituent un problème capital pour toute société. Et ce problème est capital en raison même des conséquences qu'il entraîne sur la qualité de vie et l'épanouissement personnel des individus et sur le développement culturel, social, économique et politique de la collectivité<sup>11</sup>.»*

Faciliter l'accès à l'alphabétisation est une action qui permet de réduire l'utilisation de services sociaux et de santé, qui permet aux personnes d'avoir la base nécessaire pour sortir de l'aide sociale et du chômage, et qui offre aux parents la possibilité d'apporter un réel soutien aux jeunes enfants dans

leurs apprentissages scolaires.

L'analphabétisme est un problème important dans notre société. Il vaut mieux le reconnaître et y consacrer les ressources nécessaires pendant qu'il est encore temps.



1. Ministère de la Main-d'oeuvre, de la Sécurité du revenu et de la Formation professionnelle (1993), *L'abandon de la participation à la mesure Rattrapage scolaire*.

2. Lamoureux Jocelyne (1994), *Le partenariat à l'épreuve*, Éditions Saint-Martin, Montréal.

3. Boismenu Gérard (1991), *Le réaménagement de la régulation technicienne de l'État. La recomposition de la politique*, l'Harmattan/Presses de l'Université de Montréal, Paris/Montréal.

Boismenu Gérard (1988), *La régulation technicienne des rapports sociaux*, Boismenu, G et Gleizal, J-J (dir.), *Les mécanismes de régulation sociale*, Boréal/Presses universitaires de Lyon, Montréal/Lyon.

4. *Les groupes populaires en alphabétisation ont bénéficié d'une période transitoire d'une année avant l'application des 20 heures prévues dans la directive*.

5. Ministère de la Sécurité du revenu (1995), *Pour de nouvelles orientations en matière d'intégration à l'emploi*. Direction de l'intégration à l'emploi. Document de consultation.

6. Communiqué de presse, octobre 1993, des organismes du milieu de l'éducation.

7. Bulletin de liaison de l'Institut canadien d'éducation des adultes, vol. 16, no1, printemps 1994.

8. RGPAQ, mémoire présenté au Comité permanent du développement des ressources humaines du Canada, Décembre 1994.

9. Ministère de la Sécurité du revenu (1994), *Rattrapage scolaire, Cadre normatif*.

10. Statistique Canada, 1990.

11. Conseil supérieur de l'éducation (1990), *L'alphabétisation et l'éducation de base au Québec: une mission à assumer solidairement*. Avis au ministre de l'Éducation et ministre de l'Enseignement supérieur et de la Science.



Photo : Déclic

# *Le champ d'ail de Déclic*

Solange Tougas,  
coordonnatrice de Déclic

**V**ers la fin de l'année 1993, le comité de représentantes et représentants de Déclic (formé de participantes et participants), s'est mis à réfléchir sur des moyens de financement originaux qui favoriseraient la solidarité entre les groupes de Déclic.

Après un déluge d'idées et une consultation de tous les groupes, on décidait de se

lancer dans un projet de plantation d'ail afin de pouvoir vendre, dès l'automne 1994, des tresses d'ail.

Pourquoi des tresses d'ail? Parce qu'il s'agit d'une plante qui pousse bien, sans requérir trop de soins ni trop d'espace. On en retrouve peu dans les magasins, ce qui augmente les possibilités de vente.

Pour amorcer le projet, il

fallait, avant tout, trouver un emplacement. Une gentille dame de Berthierville, Mme Gisèle Brissette, chez qui travaillaient certains de nos participants, trouva l'idée originale et accepta que l'on sème une partie de son terrain. L'aventure commençait!

Le comité de représentantes et représentants et les formatrices ont donc élaboré un

plan de travail, tant pour la préparation des groupes, car on connaissait peu de choses sur la culture de l'ail, que pour toutes les tâches reliées à la plantation. L'avant plantation fut une étape très importante, car il fallait que tout le monde s'initie à la chose.

On a donc travaillé en atelier des textes sur l'ail, cherché des informations pour faire en sorte que notre plantation soit parfaite. Finalement, nous avons planté de l'ail d'automne biologique, car on ne voulait surtout pas manquer notre coup.

*«Nous avons commencé par arracher l'herbe. Ensuite, nous avons appelé quelqu'un pour qu'il vienne labourer le jardin. Après, on a enlevé les roches et les racines. On a fait des rangs et on a semé nos 120\*bulbes. Avant les premières neiges, nous avons étendu de la paille pour protéger les semences d'ail du gel de l'hiver»<sup>2</sup>.*

Le jardin a donc reposé en paix jusqu'à l'été, et nous aussi.

Durant l'année, nous avons continué à approfondir nos connaissances. En plus du travail en atelier, le comité de représentantes et représentants a préparé une soirée thématique pour tous les groupes de Déclit. Devinez quel en était le thème? Durant cette soirée, nous avons échangé sur cette plante potagère, fixé un échancier, constitué des équipes de tra-

vail pour l'été et aussi pratiqué la technique difficile du tressage. Le tout, bien sûr, s'est clôturé par un goûter au pain à l'ail tout simplement délicieux. La période des ateliers s'est terminée en mai avec une activité chez un producteur maraîcher de St-Didace, M. Yves Gagnon. Ce dernier avait l'expérience d'une plantation d'ail et nous donna de nombreux conseils.

Durant tout l'été, à tour de rôle, les équipes de travail se sont relayées afin d'enlever les mauvaises herbes, d'entretenir le jardin pour que l'ail puisse bien pousser. Vers la fin juillet, l'ail était fin prêt: de belles longues tiges vertes s'élevant vers le ciel et ne demandant qu'à être enlevées. La corvée continuait: ramasser l'ail sans briser les tiges, l'étendre au soleil pour qu'il sèche et puisse être tressé.

Pendant deux jours, les participantes et participants de Déclit tressèrent et décorèrent, confectionnant environ 150 tresses d'ail. Cette étape fut assez difficile et le résultat ressemblait plus à des bouquets d'ail qu'à des tresses. Dès l'automne, la vente commença. Toutes les «tresses» furent vendues. Les bulbes d'ail qu'on n'avait pas pu tresser se sont retrouvés en petits morceaux dans des pots remplis d'huile, décorés et vendus aussi.

Les participantes et participants ont activement parti-

cipé à tout le processus, depuis la décision. Le projet a permis d'acquérir une foule de nouvelles connaissances et habiletés. La lecture et l'analyse de plusieurs textes ont amené les participantes et participants à s'approprier le son «ail» et à découvrir plein de choses sur cette plante. Le travail en ateliers, la soirée thématique, la visite d'une ferme maraîchère nous ont permis de mieux connaître l'ail, ses qualités et ses bienfaits.

On a pu aussi développer d'autres habiletés :

- savoir reconnaître un plant d'une mauvaise herbe;
- bêcher les rangs et les reformer;
- travailler en équipe sans se marcher sur les pieds;
- faire la récolte sans briser les plants;
- tresser de façon égale avec des tiges, parfois assez rigides;
- respecter un horaire de travail (ponctualité, etc.).

L'évaluation de ce projet fut positive. Bien sûr, il y a des choses à améliorer, mais c'est ensemble que l'on pourra le faire.

L'évaluation nous a amenés à réviser notre partage de tâches et les équipes de travail. On s'est rendu compte qu'il est moins stimulant de travailler en petites équipes de quatre que de travailler en

grand groupe. On doit améliorer notre système de communication afin de s'assurer de la présence des participantes et participants au moment voulu (ex : s'il pleut, on doit attendre avant d'enlever les mauvaises herbes, et donc reporter la journée de travail). On a aussi découvert qu'il ne fallait pas attendre avant de tresser les tiges d'ail, car elles deviennent rigides et trop difficiles à manipuler.

C'est ensemble que tous les gens de Déclic ont décidé d'entreprendre une deuxième plantation. Une fois de plus, cet été, on travaillera au champ pour que, dès septembre, l'on puisse se faire quelques sous.

Le projet «champ d'ail» aura donc permis de garnir un peu notre bourse et de resserrer la solidarité entre les groupes, élément primordial à tout projet collectif.

Donc, si cet automne, vous désirez des bouquets d'ail, vous nous téléphonerez (836-7122). C'est pour une bonne cause!



1. Déclic est un groupe populaire qui rejoint cinq groupes situés à Berthierville, Ste-Elisabeth et Lanoraie, et qui offrent des ateliers d'alphabétisation aux adultes qui veulent apprendre la lecture, l'écriture, le calcul et vivre des projets de groupes.

2. André Massé, participant d'un groupe de Berthierville.

## Le champ d'ail

*Nous voulons parler de notre champ d'ail. On fait des tresses d'ail pour financer les activités de Déclic.*

*Au tout début, on enlève la paille.*

*Ensuite, on ôte les mauvaises herbes pour que l'ail pousse mieux. On agite*

*la terre autour de l'ail. Durant l'été,*

*il faut aller au champ au moins*

*Quatre, cinq fois. Au mois d'août,*

*il faut arracher l'ail pour le tresser*

*et ensuite le vendre.*

*Pour que le projet fonctionne, on a*

*besoin de tout le monde. Ensemble,*

*c'est plus facile. L'union fait la force.*

*On se donne rendez-vous, cet été.*

*Texte composé par Céline Cournoyer, Danielle Drainville et André Massé.*



# Prix provincial «Reconnaissance Défi 1995»



## ***M. Vital Lalancette***

*Placé très jeune en garde-rie privée, ayant passé la plus grande partie de sa jeunesse en institution, M. Vital Lalancette s'est constamment efforcé de surmonter les barrières et les préjugés et de devenir autonome. Il a déjà travaillé comme menuisier et a fait un voyage en Europe.*

Il nous fait plaisir d'annoncer à notre tour l'hommage accordé à monsieur Vital Lalancette, lauréat au Gala Défi 1995 du prix décerné dans le cadre de la Semaine québécoise de la déficience intellectuelle. Ce prix voulait souligner la qualité remarquable des réalisations de monsieur Lalancette malgré les difficultés qu'il rencontre.

Vital Lalancette a participé aux ateliers de français et de mathématiques donnés par le groupe Centre-Lac d'Alma durant les années 1980. Avec le concours d'intervenants de différents milieux, il a continué à tout mettre en action et à quel prix... pour parvenir à une plus grande autonomie.

Vital était au rang des délégués de Centre-Lac à la «Grande Rencontre» à Sherbrooke. Il était aussi présent à l'ouverture officielle de l'Année internationale de l'alphabétisation, à Québec en 1989. Actuellement, il travaille au Secrétariat du Groupe Centre-Lac.

Bravo Vital! Avec grand plaisir.

# Témoignage d'une participante sur sa démarche d'alphabétisation

Lise Chouinard,  
La clé des mots

Mercredi le 1er février 1995

Moi je suis allée à l'école jusqu'à la septième année mais je l'ai pas terminée.

Donc je savais lire et écrire assez pour me débrouiller.

Un jour je suis allée à Ottawa en vacances avec mes parents et mon petit frère; après les vacances terminées ma cousine, avant de partir, m'a demandé de lui écrire pour lui donner de mes nouvelles.

Un jour, je lui ai écrit une lettre et à la réponse de ma lettre, elle m'a fait des remarques sur mes fautes.

Et à partir de ce moment j'ai arrêté d'écrire de peur d'avoir trop de fautes, chose qui ne fallait pas faire.

Résultat: j'ai perdu tout ce que j'avais appris

A ce moment-là j'avais entre 13 et 14 ans, au cours de ma vie je me suis toujours exemptée d'écrire.



Photo: La clé des mots

Quand on me demandait d'écrire quelque chose c'était la panique. Je me rappelle que j'en tremblais et résultat je ne me souvenais plus de rien: j'avais perdu toute confiance en moi. J'étais très malheureuse de tout ça.

Mais, à l'âge de 52 ans j'ai retourner sur les bancs

d'école et j'en suis très fière. Ca fait déjà 2 ans que je vais à l'école j'ai commencé en septembre 1993 à l'école le Goéland, ça m'a pris 3 mois pour reprendre ce que j'avais appris quand j'étais jeune inutile de vous dire que j'ai appris beaucoup plus depuis.

Il faut dire que j'ai eu deux professeurs formidable cette année-là.

Mais à la fin de l'année j'ai appris qu'il fallait changer d'école à cause que ça devenait une école pour les jeunes décrocheurs. J'étais bien désenparée, il fallait changer d'école. A cette école je faisais 15 heures par semaine ça faisait mon affaire je ne pouvais pas en faire plus à cause de mon état de santé. En changeant d'école il fallait que j'aie à plein temps chose que je ne pouvais pas faire.

S'est là que Louise mon

professeur m'a parlé de la Clé des Mots, là je pouvais faire les heures que je voulais. J'ai commencé le six septembre et ça va très bien, j'aime beaucoup ça.

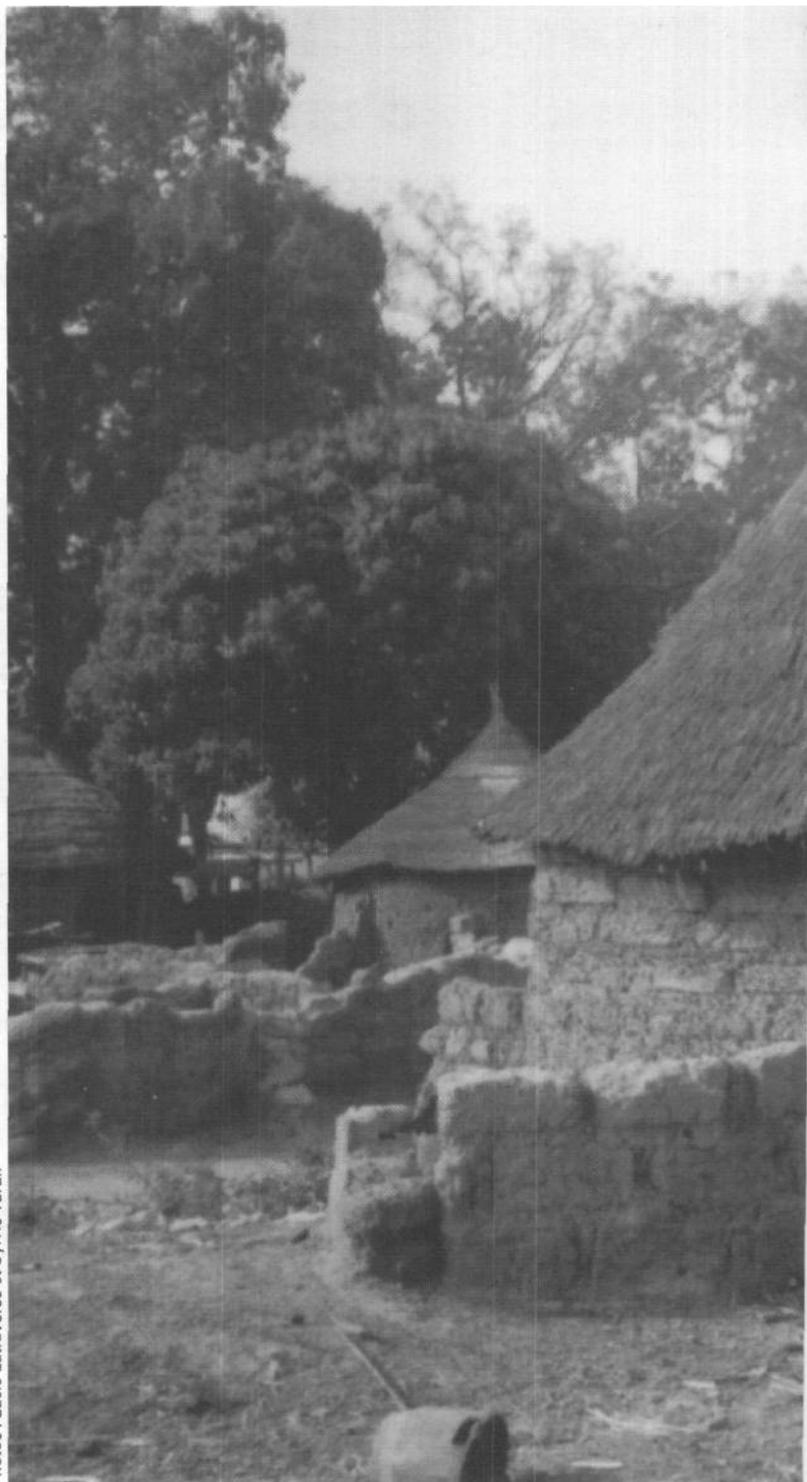
La Clé des Mots est un organisme qui fait partie des groupes populaires à but non-lucratif pour l'alphabétisation.

Ce que j'aime à la Clé des mots, c'est qu'on apprend dans la bonne humeur. Claire notre professeur elle nous motive beaucoup, elle prend le temps pour chacun de nous même s'y on est de degré différent, c'est pareille pour elle.

Le soir en plus on n'a un ou deux bénévoles qui viennent nous aider quand Claire est occupée avec l'autre groupe. Et en plus nous avons deux ordinateurs à notre disposition tout en apprenant nous apprenons nos verbes et plus encore.

Tout ça pour vous dire si vous avez besoin de cours d'alphabétisation ou améliorer votre écriture et la lecture c'est cour là il y a pour vous n'hésitez pas à vous inscrire.

Si j'aurais pas retourné à l'école j'aurais pu écrire tout ça s'est moi Lise qui vous le dit.



Photos : Lucie Latraverse et Sylvie Tardif



**D'AILLEURS**

# UNE BELLE EXPÉRIENCE D'ÉCHANGES QUÉBEC-AFRIQUE

Lucie Latraverse de COMSEP

Le 1<sup>er</sup> décembre dernier, Martine Dupont de la Boîte à Lettres, Colette Paquet d'Atout-Lire, Lucie St-Germain du Carrefour d'éducation populaire de Pointe St-Charles, Sylvie Tardif et moi-même du Centre d'organisation mauricien de services et d'éducation populaire (COMSEP), nous nous envolons vers la terre africaine à destination du Burkina Faso pour un séjour de trois semaines.

Engagés dans un projet d'aide internationale amorcé par le Centre international de solidarité ouvrière (CISO) et subventionné par le Centre canadien d'étude et de coopération internationale (CECI), les cinq groupes déjà mentionnés avaient reçu, à tour de rôle, la visite de deux personnes du Burkina Faso au cours de l'automne. Le projet prévoyait un échange entre quatre groupes d'alphabétisation populaire du Québec et l'École démocratique et populaire (EDP) du Burkina Faso sur ce qui touche aux pratiques d'alphabétisation.

Avant de partir suivre ce stage, tout ce qui parlait du Burkina Faso - reportages, documents, témoignages, photos - nous attirait au plus haut point, et nous cherchions ainsi à nous préparer le mieux possible pour notre séjour en Afrique. Au fil de nos démarches, nous avons appris que:

- \* le taux d'analphabétisme au Burkina Faso est évalué à 85%;
- \* l'espérance de vie se situe autour de 47 ans;
- \* la superficie du pays équivaut approximativement à celle de la péninsule gaspésienne, mais avec une population de neuf millions d'habitants;
- \* le pays a acquis son indépendance en 1960;
- \* le budget du pays (450 millions) équivaut au budget de l'Université Laval;
- \* rares sont les gens qui ont la chance d'avoir un travail rémunéré;
- \* l'imposition de frais de scolarité rend difficile l'accès à

l'éducation;  
\* l'éducation et les soins de santé sont réservés aux personnes qui ont les moyens de les payer.

C'est en réaction à ces dures réalités qu'est née l'EDP. Cet organisme fonctionne selon les mêmes principes que les groupes populaires et se compose de personnes militantes et courageuses qui se dévouent pour offrir gratuitement des cours d'enseignement général et technique à de nombreuses personnes qui ne demandent pas mieux que d'étudier et de s'instruire. L'EDP est préoccupée par le taux élevé d'analphabétisme, sans compter qu'une grosse partie de la population (45%) est constituée de jeunes de moins de 15 ans.

C'est donc avec des valises pleines de documents, quelques lectures et rencontres préparatoires, beaucoup de vaccins, et la richesse de toutes nos expériences réunies, que nous débarquons à Ouagadougou par un beau vendredi après-midi. Nous sommes accueillies par un soleil de plomb (30 degrés Celsius), un panorama dans les teintes variées de brun et, quel réconfort, par Victor et Assétou, ces personnes tellement attachantes que nous avons eu la chance de connaître un peu lors de leur séjour au Québec.

Dès notre arrivée, on s'occupe de nous et on veille à ce que tous nos besoins soient comblés. On nous présente très vite Adama, le chauffeur qui nous accompagnera dans nos différentes allées et venues pendant toute la durée

du stage. Pas besoin de vous dire que c'est Adama que nous avons le mieux connu et avec qui nous sommes fabriqués de merveilleux souvenirs.

Les premiers jours consistent principalement à visiter la ville, constamment envahie par le sable charrié par l'harmattan (vent sec qui souffle du désert pendant la saison sèche), et ses particularités (mobyettes, habitations typiques), et à assister aux rencontres officielles d'usage : l'équipe du CECI, le secrétaire général de la Confédération générale du travail du Burkina (CGTB), la centrale syndicale dont l'EDP fait partie, l'équipe de formateurs et formatrices de l'EDP et les familles de Victor et Assétou.

L'EDP a son siège dans la capitale. Des équipes d'enseignants bénévoles se sont organisées dans d'autres villes comme Koudougou, Bobo-Dioulasso, Banfora, que nous avons eu la chance de visiter. Et ici on ne parle que d'enseignants, l'absence de la femme se faisant remarquer dans le monde du travail rémunéré et même dans les classes. La principale raison invoquée pour expliquer cet état de fait est la trop grande charge familiale des femmes.

L'EDP est surtout reconnue pour les cours d'enseignement général et technique qu'elle offre gratuitement aux adultes qui n'ont pas les moyens de se payer des cours de jour à l'intérieur du réseau officiel. Pour ce qui est du volet alphabétisation de l'EDP, beaucoup de travail reste à faire. La seule équipe or-

ganisée et active que nous avons pu rencontrer pendant notre séjour employait des méthodes traditionnelles et scolarisantes, très éloignées des pratiques privilégiées en éducation populaire au Québec, qui encouragent la prise de parole dans un contexte signifiant et animé.

À la lumière des réactions de Victor et d'Assétou après leur passage dans nos groupes, et d'un séminaire de trois jours sur les pratiques d'alphabétisation populaire du Québec que nous avons suivi avec l'équipe de bénévoles de l'EDP, nous pouvons affirmer qu'il existe au Burkina Faso une ouverture et un intérêt pour les principes idéologiques et pédagogiques des groupes populaires québécois. Le besoin d'aide et de support est cependant indéniable. Partant de ce constat, nous recommandons aux groupes membres du Regroupement des groupes populaires en alphabétisation du Québec (RGPAQ):

- \* de fournir un soutien pédagogique à l'EDP, dans la mesure de leurs possibilités, en lui faisant parvenir un exemplaire de leurs publications (manuel ou matériel audio-visuel) et/ou du matériel pédagogique et du matériel de formation pertinents;

- \* de favoriser la correspondance entre les animatrices et animateurs, les participantes et les participants et les membres du conseil d'administration.

Nous souhaitons également que le CECI continue d'offrir son soutien.



Photos : Lucie Latraverse et Sylvie Tardif

C'est court, trois semaines. C'est trop court pour bien saisir la culture africaine. Beaucoup de questions se posent pour moi, par exemple au sujet de la pratique de l'excision sur les petites filles et de son impact sur leur éducation; sur la tolérance de la polygamie et sur l'impact spécifique qu'une telle pratique pourrait avoir sur la propagation du Sida. Je me pose aussi des questions sur l'importance et le sens de la hiérarchie chez le peuple burkinabé (par exemple, la nécessité de passer par l'intermédiaire des responsables de la centrale syndicale avant de rencontrer les gens de l'EDP); sur les bienfaits et les vices de l'aide internationale; sur le sens même du mot «développement», selon le point de vue où l'on se place. Trois semaines, c'est vraiment trop court pour répondre à de telles questions mais c'est assez long pour créer des amitiés et avoir le goût de rester en con-

tact et d'organiser des suites. Pourquoi pas? Vous pouvez même vous impliquer d'une certaine façon. Les Burkinabés ont manifesté un grand désir de mieux connaître le Québec sous toutes ses coutures. Nous sommes revenues au Québec avec une tonne de demandes de correspondance. Alors, si l'envie de correspondre avec l'Afrique vous prenait, n'hésitez pas à contacter une des cinq stagiaires. Et si vous voulez voir nos diapositives, Lucie St-Germain pourrait vous les présenter. Pour ce qui est du soutien que nous pouvons apporter aux Burkinabés en matière de développement de l'alphabétisation, nous pensons qu'il serait possible et souhaitable de s'impliquer en tant que groupe et Regroupement qui cherche à créer un monde meilleur en contribuant à redonner la parole à toutes les personnes opprimées de la planète.

***Dans le cadre du programme de coopération entre organismes partenaires (P.C.O.P.) du Centre canadien d'étude et de coopération internationale (C.E.C.I.), Victor D. Windinga et Assétou Koala, respectivement coordonnateur et militante de l'École démocratique et populaire (EDP) de Ouagadougou, ont effectué un stage au Québec du 28 septembre au 23 octobre 1994.***

### **Les objectifs du stage étaient les suivants :**

- échanger des expériences avec les groupes populaires en alphabétisation;
- étudier la possibilité de s'inspirer des expériences de ces groupes pour renforcer leur action dans ce domaine au Burkina Faso et à l'EDP;
- rencontrer des centrales syndicales, l'EDP étant sous la tutelle de la Confédération générale du travail du Burkina (C.G.T.-B.);
- prendre des contacts avec toute personne pouvant s'impliquera l'EDP;
- présenter le Burkina Faso et l'EDP.

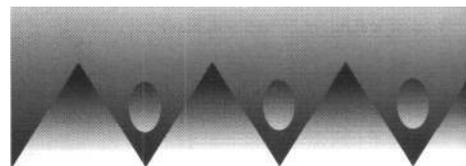
Les deux stagiaires ont visité des groupes populaires en alphabétisation et différents autres organismes, et ont profité de l'occasion pour faire des présentations sur le Burkina Faso et l'EDP:

Au Carrefour d'éducation populaire de Pointe St-Charles, à Montréal, ils ont participé à une réunion d'équipe et assisté à quelques ateliers. On leur a donné des informations sur l'historique, les domaines d'intervention, les sources de financement et la gestion du centre.

Ils ont également travaillé dans deux ateliers d'Atout-Lire à Québec, «projet menuiserie» et «alimentation», et discuté avec les participants et participantes de différents niveaux.

Au Centre d'organisation mauricien des services et d'éducation populaire (C.O.M.S.E.P), à Trois-Rivières, ils ont suivi des séances de formation, visité plusieurs ateliers et participé à l'assemblée générale ainsi qu'à un dîner communautaire.

Ils ont aussi participé à des ateliers de formation en alphabétisation avec des jeunes adultes de la Rive-Sud à La Boîte à lettres de Longueuil, et à un déjeuner communautaire.



Ou si vous aimez mieux, est-ce que tout va bien ? Si vous avez eu la chance d'aller au Mali, vous avez peut-être reconnu cette expression en bambara, langue parlée par plus de 50 % de la population malienne. Il s'agit d'une langue bel et bien parlée plutôt qu'écrite, puisqu'encore très peu de gens sont alphabétisés en bambara. C'est seulement en 1980 que le gouvernement du Mali a commencé à développer une politique d'alphabétisation dans les langues du pays. Auparavant, être alphabétisé signifiait lire et écrire le français, la langue imposée par les colonisateurs français pendant plus de 50 ans.

### **LE MALI**

Situons un peu le cadre dans lequel se vit cette expérience d'alphabétisation. Le Mali est un État situé au centre de l'Afrique de l'Ouest. C'est un pays de la région sahélienne, qui connaît donc des problèmes d'eau et de désertification. Le Mali, c'est aussi une population majoritairement rurale : 80 % des habitants vivent dans plus de 11000 villages. On y retrouve les différents problèmes liés au «mal-développement» : forte mortalité, faibles revenus, pénuries alimentaires et même famine, et



Jean-François Aubin<sup>1</sup>

bien entendu analphabétisme. Le Mali compte huit millions d'habitants et a obtenu son indépendance en 1960. Les populations sont musulmanes à 6\*%.

On retrouve plusieurs ethnies bien enracinées au Mali depuis des années. Les Manding forment l'ethnie majoritaire avec plus de trois millions de membres. Ils parlent le bambara.

#### LE TRAVAIL D'ALPHABÉTISATION

À l'échelle nationale, le travail d'alphabétisation est coordonné par la Direction nationale en alphabétisation fonctionnelle (DNAFLA). Cette direction, qui relève du gouvernement, assure surtout un travail de production d'outils pédagogiques. Elle produit des cahiers d'exercices et des guides de formation pour les formateurs et les formatrices. Elle organise également des sessions de formation et de perfectionnement pour ces derniers.

Les formateurs et formatrices sont tous des volontaires dans chaque village. On comprend donc que le niveau d'organisation varie beaucoup d'une localité à l'autre. Le travail d'alphabétisation se fait souvent avec beaucoup de bonne volonté, mais avec peu de ressources.

#### SANANKOROBA

Regardons d'un peu plus près une expérience précise d'alphabétisation dans le village de Sanankoroba, situé à environ 80 kilomètres de Bamako, la capitale. Le comité qui supervise le travail d'alphabétisation fonctionne avec l'inconvénient de n'être pas reconnu, pour l'instant, par la DNAFLA, ce qui limite le soutien qu'il peut recevoir, par exemple, sur le plan de la formation. Cependant, il possède l'avantage d'être appuyé et intégré dans une association villageoise qui porte le nom de «Benkadi». C'est cette association qui a financé l'installation d'un système d'éclairage dans une salle de classe pour que puissent se tenir les ateliers d'alphabétisation le soir. C'est également le Benkadi qui paye les cahiers d'exercices aux participants et participantes en alphabétisation.

Le comité doit affronter plusieurs difficultés. Une partie de la population (8\*% des villageois et plus sont analphabètes) ne voit pas pour quelle raison s'alphabétiser. D'autres se disent trop vieux. Un grand nombre sont agriculteurs et utilisent donc très peu l'écriture et la lecture. D'autres ont appris le français (les écoles publiques fonctionnent en français)

et n'estiment pas important d'apprendre à écrire leur langue maternelle. De plus, le comité doit s'ajuster avec les horaires des paysans, c'est-à-dire qu'il ne faut pas penser, par exemple, offrir des cours pendant le temps de la récolte.

#### DES LIENS À NOUER AVEC LES GENS D'ICI

Nous avons beaucoup à apprendre de la volonté, du sens de l'organisation et du courage des membres de ce comité. Ils souhaiteraient entrer en contact avec des groupes d'alphabétisation d'ici pour pouvoir étendre leurs connaissances sur le plan des méthodes pédagogiques et des techniques de recrutement. Malgré les contextes différents, on retrouve des similitudes dans le travail d'alphabétisation, qu'il se fasse ici au Québec ou à l'autre bout de la planète (selon nous...), au Mali. Des échanges sur nos pratiques respectives et le développement de liens de solidarité seraient bénéfiques pour eux et pour nous. Qui se porte volontaire ?

*1. L'auteur a animé une session de formation en gestion collective et financière à Sanankoroba (Mali) dans le cadre d'un projet de jumelage entre cette municipalité et celle de Ste-Élisabeth, au Québec.*

# « PANIERS À LIRE »

## *du Collectif d'alphabétisation de Bruxelles*

*Le Collectif d'alphabétisation est fondé en 1975 par des militants syndicaux qui organisent, dès la fin des années 60, des cours du soir en alphabétisation à l'intention des ouvriers maghrébins de Bruxelles.*

*Actuellement, le Collectif compte plus de 300 personnes en formation: Belges et personnes immigrantes de près de 40 nationalités et de statuts sociaux différents.*

*Ses activités sont multiples : ateliers de lecture et d'écriture, expression orale, mathématiques, activités culturelles, réseau d'échanges des savoirs, formation de formateurs, centre de documentation spécialisée.*

### **Le Collectif privilégie :**

**«... le développement de la confiance en soi, l'ouverture au monde, la rencontre de différentes cultures et leur confrontation, l'autonomie et la solidarité, une réelle appropriation de l'oral, de l'écrit et des mathématiques dans la diversité de leurs aspects.»**

Le Collectif vous invite à collaborer aux «PANIERS À LIRE» :

«Romans, récits de vie, recueil de nouvelles, de poèmes, recettes de cuisine, contes...

De plus en plus de livres sont publiés par des associations, maisons de quartier, centres de formation, bibliothèques...

Reflets d'autant de projets d'écritures menés avec ceux qui, en France, en Suisse, en Belgique, au Québec, ... vivent au quotidien hors de la culture instituée.

Nous voulons rassembler ces écrits, aujourd'hui dispersés, et les faire voyager vers tous ceux: illettrés, jeunes exclus de l'école et du travail, habitants de quartiers populaires, ... qui écrivent ou voudraient écrire.

Les rassembler dans des «PANIERS À LIRE», qui circuleraient d'un groupe à un autre, d'un pays à l'autre, à la demande.

- Pour y déposer un nouveau livre.
- Pour lancer ou étoffer un projet d'écriture et d'édition.
- Pour le plaisir de la rencontre et du dialogue avec d'autres écrits.

Ainsi, ces «PANIERS À LIRE» permettraient :

- la création de liens entre les différents groupes;

- la mise en réseau des textes produits par chacun, qui, en s'insérant dans un mouvement, sortiront de l'anonymat et de la marginalité;
- l'enrichissement des pratiques d'écriture et la stimulation de la création et de la créativité par le «pillage» des idées des autres;
- l'observation de la manière dont ces écrits s'ancrent dans la réalité contemporaine et développent une vision du monde qui leur est propre.

Avec le soutien de l'UNESCO, nous pouvons aujourd'hui démarrer ce projet.

Nous espérons vivement pouvoir compter sur votre collaboration et nous attendons avec impatience vos publications<sup>1</sup>, vos demandes de réservation d'un «PANIER À ÉCRIRE», vos remarques, critiques et suggestions, les références de livres publiés par d'autres organismes...»

Collectif d'alphabétisation,  
a.s.b.l.  
Rue de Rome 12-060, Bruxelles.

*1. Si possible accompagnées d'un «dossier de presse» explicitant le cadre de réalisation, et en trois exemplaires, afin de pouvoir faire circuler simultanément trois «paniers à lire».*

Le monde alphabétique, numéro été-automne 1995 : Le point sur l'alphabétisation populaire en 1995 - RGPAQ



Le 18 mars 1994

(...) Les intervenants et intervenantes en alphabétisation dans la province de l'Ontario sont toujours intéressés dans les productions qui proviennent du RGPAQ. Entre autres, ils apprécient grandement la collection Le Monde alphabétique. Nous espérons que ce sera seulement un arrêt temporaire et que vous pourrez nous faire parvenir, dans un avenir rapproché, d'autres éditions de cette excellente revue.

En espérant que vous recevrez le financement nécessaire, veuillez agréer, Madame, nos sentiments les plus distingués.

*Colette Fraser*  
Coordonnatrice de projets  
Centre FORA, Sudbury, Ontario

Le 8 février 1994

(...) Le Monde alphabétique m'a beaucoup impressionnée tant par sa très haute qualité que par sa pertinence. Cette revue a présenté des articles et des chroniques qui mettaient les lectrices, les lecteurs au courant des derniers progrès de la réflexion et de la pratique en alphabétisation, et elle le faisait en les amenant à réfléchir sur leurs propres pratiques. Elle dépassait par ailleurs l'immédiat des pratiques pour les situer dans une perspective plus globale, tout en étant des plus utiles quant à la réalité quotidienne du travail d'alphabétisation.

Je ne doute pas que les lectrices, les lecteurs vous signifieront avec force leur désir de retrouver rapidement leur revue. J'ose espérer que les sources de financement se feront généreuses pour qu'ils puissent à nouveau profiter de cet outil précieux.

*Monique Ouellette*  
Consultante en éducation des adultes  
Laval, Québec

•••

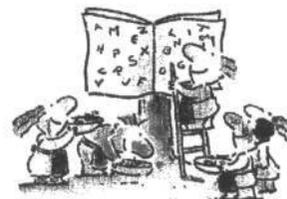
(...) Je tiens à ajouter que je trouve votre revue stimulante; elle reflète, me semble-t-il, le dynamisme de vos approches et elle s'avère des plus intéressantes pour qui veut savoir ce qu'est l'alphabétisation populaire.

J'espère que vous pourrez continuer à publier votre revue.  
Bonne chance!

*Louise Goupil*  
Musée de la civilisation

# ALPHABÉTISATION POPULAIRE, EMPLOI, ET APRÈS...

Recherche et bilan des expériences réalisées  
dans des groupes d'alphabétisation populaire,  
de 1990 à 1994.



**Vous travaillez en alphabétisation? Vous travaillez à la formation de la main-d'oeuvre? Vous travaillez à la formation de base? Vous vous demandez comment faire des liens entre ces différentes problématiques? Voici un document qui présente des expériences réalisées par des groupes d'alphabétisation dans le domaine de l'emploi : sensibilisation des entreprises, formation pré-emploi, formation professionnelle, formation en entreprise et formation des travailleurs. Expériences diversifiées, conclusion parfois mitigées...**

**Coût :**  
groupes-membres, groupes populaires,  
étudiants et étudiantes : 8\$  
institutions : 10\$

**Frais d'envoi :**

2\$ pour le Canada (pour 1 exemplaire)

nombre de copies	<u>        a        </u>	\$ =	<u>        </u>	\$
+frais d'envoi	<u>        x        </u>	\$ =	<u>        </u>	\$
<b>Total :</b>			<u>        -</u>	\$

*Le paiement doit être fait à l'ordre du RGPAQ*

\_\_\_\_\_

NOM

\_\_\_\_\_

ORGANISME

\_\_\_\_\_

ADRESSE

\_\_\_\_\_

VILLE

\_\_\_\_\_

PROVINCE

\_\_\_\_\_

PAYS

\_\_\_\_\_

CODE POSTAL

\_\_\_\_\_

TÉLÉPHONE

**Regroupement des groupes  
populaires en alphabétisation du Québec**  
5040, boul. St-Laurent, Montréal (Qc) H2T 1R7  
Tél.: (514) 277-9976 Téléc: (514) 277-2044

À VOIR,  À LIRE...

«JAMAIS TROP TARD»

par le Regroupement pour la relance économique et sociale du Sud-Ouest (RESO)

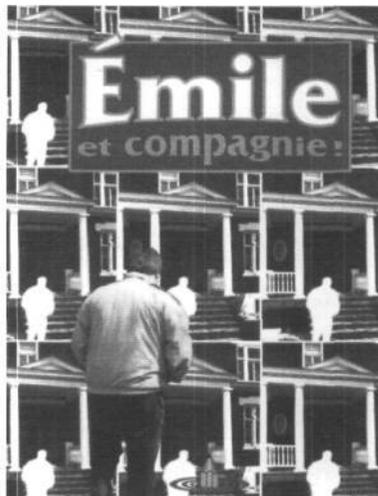
C'est une bande vidéo qui relate une expérience de formation de base avec les travailleurs et les travailleuses dans une entreprise du territoire, les Emballages Consumers inc. Cet outil de promotion et de réflexion sur la problématique de la formation de base en entreprise est d'une durée de 23 minutes. Il contient des messages multiples et peut être utilisé dans le cadre de différentes interventions.

**Disponible  
au prix de 20\$ au RESO.  
Téléphone: (514) 931-5737**

Par le Centre  
d'alphabétisation de Prescott :

**1. «EMILE ET COMPAGNIE!»  
(Le roman)**

Rédigé dans un langage simple, ce roman raconte l'expérience d'Émile, un apprenant dans un centre d'alphabétisation. Il s'adresse aux personnes apprenantes ayant développé des habiletés de lecture de niveau intermédiaire.



Vos participantes et participants s'identifieront rapidement à ce personnage qui passera par toute une gamme d'émotions : angoisse, nervosité, peur de l'échec, ambivalence, fierté, etc.

**Coût: 5\$ l'unité  
(4\$ pour 10 exemplaires et plus)**

**2. «EMILE ET COMPAGNIE!»  
(Le document didactique  
d'animation en alphabétisation  
populaire:)**

À partir des chapitres du roman «Émile et compagnie», les formatrices et formateurs pourront traiter des différentes facettes de la vie d'un participant. Progressivement, celui-ci sera appelé à se prononcer sur des thèmes touchant le collectif et aussi à se familiariser avec le fonctionnement d'un organisme sans but lucratif et les fondements démocratiques qui se retrouvent au sein de notre collectivité.

**Coût: 20\$ l'unité**

**3. «L'AUTO PORTRAIT»  
(La reconversion de la  
main-d'oeuvre en Ontario:)**

Document qui traite de la problématique entourant le processus de la reconversion de la main-d'oeuvre en Ontario et qui propose aux intervenantes et intervenants dans ce dossier une stratégie d'intervention pour répondre aux besoins particuliers des francophones touchés par les licenciements collectifs.

**Coût: 15\$ l'unité**

**4. «L'AUTO PORTRAIT»  
(La démarche d'évaluation)**

Vous trouverez dans ce document une démarche complète d'évaluation conçue pour favoriser l'identification des besoins de formation des adultes francophones. L'approche de groupe ainsi que le matériel d'évaluation simplifié et adapté

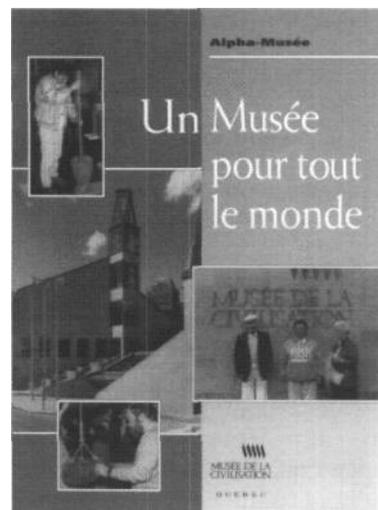
font de ce document un instrument très utile pour les organismes qui s'occupent de préparation à l'emploi ainsi que pour le milieu de l'alpha.

**Coût: 20\$ l'unité**

**Coût pour l'ensemble : 30\$**

**Disponibles au Centre  
d'alphabétisation de Prescott.  
Téléphone : (613) 632-9664**

**ALPHA-MUSEE,  
par le Musée de la civilisation,  
Québec**



C'est une série de trois brochures réalisées pour favoriser l'accessibilité du Musée de la civilisation - et des autres musées - aux adultes en alphabétisation :

1. Alpha-musée, un musée pour tout le monde : est destiné aux adultes en alphabétisation;

2. Alpha-musée, un guide d'animation : est un document de travail pour les formateurs et formatrices;

3. Alpha-musée, pour mieux intervenir auprès des personnes analphabètes s'adresse aux guides-animatrices/animateurs et à toute

personne travaillant auprès de cette clientèle.

**Disponible au Musée de la civilisation, contre paiement de 5\$ de frais de poste**  
**Téléphone: (418) 643-2158, poste 206**

#### **UNE HISTOIRE A SUIVRE**

*par La Jarnigoine*

Le manuel didactique et les six cahiers d'exercices qui l'accompagnent s'adressent aux analphabètes tant hispanophones que francophones de niveau semi-fonctionnel. Au fil des divers épisodes, ils en viendront à développer les habiletés nécessaires au décodage et au traitement de l'information écrite et verbale. Ils apprendront à se déplacer et à s'orienter dans la ville, à saisir les messages présentés autrement qu'avec des mots, à distinguer les diverses ressources mises à leur disposition, à entrer en contact avec les intervenantes et intervenants et à comprendre l'information contenue dans un dépliant, un formulaire.

Dans le dernier cahier, ils seront amenés à se raconter à partir des notions apprises dans les cinq cahiers précédents. Ce cahier laisse place à l'écriture autonome.

**Disponible à La Jarnigoine**  
**Téléphone : (514) 273-6683**

#### **CAHIERS D'EXERCICE**

*d'accompagnement de la série télévisée «Avoir son mot à dire», par le Groupe d'entraide IOTA*

Les premiers cahiers abordent l'alphabet, puis les difficultés augmentent progressivement. La personne apprenante travaille à son propre rythme.

Sujets traités : l'épicerie, la pharmacie, le restaurant, les panneaux

de signalisation, les formulaires, le chèque, etc.

**Prix : 2,75\$ le cahier**  
**Aussi offertes : deux séries de 20 cours d'une heure**  
**Prix : 240\$ chaque série**  
**On peut se les procurer au Groupe d'entraide IOTA en contactant Diane Roux.**  
**Téléphone: (514) 465-1803**

#### **MON FRANÇAIS AU QUOTIDIEN (niveau 1),** *par Alpha-Nicolet*

Ce document est le premier d'une série intitulée «Mon français au quotidien» et s'adresse aux apprenantes et apprenants adultes de niveau 1 en français de base.

«Partant de l'expérience de vie de l'adulte, il se veut un outil de valorisation. Il a été créé dans le but de faire prendre conscience à nos participants et participantes que dans leurs écrits quotidiens se retrouvent les éléments nécessaires pouvant faciliter leur compréhension de la grammaire.

Ce document couvre davantage le savoir-écrire. Par contre, les textes tirés des recueils de nos participants et participantes peuvent nous servir d'outils pour les savoir-lire, savoir-parler et savoir-écouter.»

«Mon français au quotidien» est à la fois un outil de travail ou de référence pour les participants, participantes, animateurs et animatrices en alphabétisation.

**Disponible à Alpha-Nicolet**  
**Téléphone: (819) 293-5745**

#### **LA FAMILLE ET L'ALPHABÉTISATION,** *par Claude Gaudet*

Rapport de la recherche réalisée pour le compte de la Fondation québécoise pour l'alphabétisation et effectuée dans le cadre de l'Année

internationale de la famille.

L'auteur passe en revue les écrits traitant des liens qui existent entre la famille et l'alphabétisation et dégage, à l'aide d'exemples de programmes d'alphabétisation familiale aux États-Unis, au Canada et au Québec, des actions concrètes qui peuvent être entreprises auprès des familles et par elles, dans le but de favoriser l'alphabétisation.

**Prix: 5\$**  
**(plus 2\$ de frais de poste)**  
**Disponible à la Fondation québécoise pour l'alphabétisation**  
**Téléphone: 1 (800) 361-9142**

#### **TROUSSE «L'ALPHABÉTISATION POPULAIRE»,**

*par le Centre franco-ontarien de ressources pédagogiques*

La trousse favorise l'orientation de ceux et celles qui s'intéressent à la formation pratique des animateurs et animatrices en alphabétisation.

1) L'alphabétisation populaire,  
*par M. St-Cyr*

S'inspire de l'alphabétisation-conscientisation de Paulo Freire. Philosophie et principes de l'enseignement aux adultes. Six points principaux : l'oral, le vocabulaire, la lecture, la dictée, la grammaire, le travail à la maison.

2) Les débutants,  
*par S. Lebrun*

Cahier sur la lecture qui utilise la méthode phonétique. Principes de base et progression des concepts.

3) La grammaire apprivoisée,  
*par S. Lebrun*

Les textes de cette prégrammaire sont assez généraux et les règles sont expliquées simplement. Après avoir vu ce cahier, la personne apprenante pourra aborder la

grammaire traditionnelle sans être déroutée.

4) L'animation et le vocabulaire,  
*par R. Desrochers et M. St-Cyr*

Ce cahier illustre quelques moments des ateliers (thèmes, réflexions, mots) qui auraient pu échapper aux participantes et participants en cours de route.

5) La production de matériel didactique,  
*par G. Albert*

Pour l'animatrice et l'animateur, des exemples d'exploitation de texte sous forme de jeux didactiques comme le mot-mystère, les mots croisés.

**Les cinq cahiers : 60\$**  
**Disponibles au Centre FORA**  
**Téléphone: (613) 747-1553**

**LES MATHÉMATIQUES AU QUOTIDIEN,**

*par Francine Loignon,  
Linda Maziade et Françoise Lefebvre,  
sous la direction de Claude Janvier*



Complément indispensable de la vidéo «La sauce à ... calculer ou les mathématiques en alphabétisation populaire», ce document constitue

un support matériel pour l'encadrement quotidien des activités d'apprentissage en mathématiques.

Plusieurs scénarios d'intervention en enseignement aux adultes analphabètes sont proposés selon une approche qui diffère fondamentalement du modèle scolaire traditionnel.

Ces scénarios ont été élaborés, expérimentés et colligés par une équipe d'animatrices et d'animateurs en alphabétisation populaire, sous la direction de Claude Janvier, didacticien au Département d'informatique et de mathématiques de l'UQAM, à partir de plusieurs sessions de formation et d'expériences recueillies auprès d'animatrices.

**Disponible au prix de :**  
**10\$ : membres, étudiantes et étudiants, sans emploi,**  
**12\$ : groupes populaires,**  
**15\$ : institutions**  
**RGPAQ**  
**téléphone : (514) 277-9976**

**CATALOGUE FRANCOPHONE CANADIEN DE DOCUMENTS EN ALPHABÉTISATION,**  
*par le Centre de documentation sur l'éducation des adultes et la condition féminine (CDEACF).*

Deuxième édition dont la parution est prévue en automne 1995.

Le catalogue comportera plus de 3000 titres d'ouvrages en alphabétisation publiés par les différents organismes qui oeuvrent dans ce domaine.

**Pour obtenir un exemplaire (35\$) et recevoir les mises à jour qui paraîtront au cours de 1996 et 1997, contacter le CDEACF:**

**Téléphone: (514) 844-3674**  
**Fax: (514) 844-1589**

**MATHEMATIQUE, POUR GUIDER LES FORMATEURS EN ALPHABÉTISATION,**  
*par Monique Poitras*

Il s'agit d'un outil d'enseignement des mathématiques à partir du milieu où vivent les participantes et participants. Il contient quelques expériences vécues et permet à la formatrice ou au formateur de bâtir ses propres exercices selon des besoins spécifiques.

**Disponible à Alpha-Témis**  
**Téléphone: (819) 765-3431**

**PLAN POUR SOUPER-BÉNÉFICE,**

*par La Porte Ouverte*

Ce document présente la marche à suivre pour organiser un souper-bénéfice. Il est adaptable à toute autre activité de financement.

Il est accompagné d'une disquette informatisée sur laquelle figurent les lettres types, les affiches, le montage d'un billet, le tableau des prévisions budgétaires, etc.

**Disponible au prix de 32\$ à La Porte Ouverte, en contactant Guyane Marcoux au (514) 349-6827.**

**L'ODYSSEE DES CENTRES MOT-À-MOT**

Ce document, réalisé à l'occasion du dixième anniversaire du regroupement des centres d'alphabétisation «Mot-à-Mot», résume le travail accompli et décrit les passions, les espoirs et le dévouement de ceux et celles qui ont donné leur temps pendant toutes ces années de travail.

**Disponible au prix de 6\$ aux Centres Mot-à-Mot**  
**Téléphone: (418) 695-5385**

# Institut de l'UNESCO pour l'Éducation Communiqué de presse

## ALPHABÉTISATION POPULAIRE, EMPLOI, ET APRÈS ...

par le Regroupement des groupes  
populaires en alphabétisation  
du Québec

## ALPHABÉTISATION POPULAIRE, EMPLOI, ET APRÈS...

Recherche et bilan des expériences réalisées  
dans des groupes d'alphabétisation populaires  
de 1990 à 1994.



Vous travaillez en alphabétisation? Vous travaillez à la formation de la main-d'oeuvre? Vous travaillez à la formation de base? Vous vous demandez comment faire des liens entre ces différentes problématiques? Voici un document qui présente des expériences réalisées par des groupes d'alphabétisation dans le domaine de l'emploi : sensibilisation des entreprises, formation pré-emploi, formation professionnelle, formation en entreprise et formation des travailleurs. Expériences diversifiées, conclusions parfois mitigées ...

**Disponible au prix de 8\$ :**  
**groupes membres, groupes**  
**populaires, étudiants**  
**et étudiantes -**  
**10\$ : institutions**  
**RGPAQ,**  
**Téléphone : (514) 277-9976**



## PRIX INTERNATIONAL DE RECHERCHE EN ALPHABÉTISATION

*Cofinancé par l'Institut de l'UNESCO  
pour l'Éducation et le développement  
des ressources humaines, Canada*

Dans la foulée des concours organisés en 1991 et 1993, le gouvernement du Canada a renouvelé son partenariat avec l'Institut de l'UNESCO pour l'éducation (IUE) en vue de lancer pour la troisième fois un prix international de la meilleure recherche en alphabétisation des adultes, qui sera décerné en 1996. L'auteur de la recherche sélectionnée recevra une bourse d'une valeur de 10 000\$ U.S., et le manuscrit fera l'objet d'une publication internationale en trois langues (anglais, espagnol et français).

Les candidats sont invités à soumettre l'original de leur manuscrit, qui devra traiter de l'un des nombreux aspects de l'alphabétisation des adultes et de ses divers contextes socio-économiques et culturels. Les dossiers devront être remis à l'IUE avant le 31 novembre 1995 pour être examinés par un jury international.

Sur demande, les auteurs de travaux méritants peuvent se voir attribuer une bourse de 1 000\$ U.S. qui leur permettra de mener leur recherche à terme et de participer au concours.

*Pour toute information supplémentaire  
concernant ce prix, s'adresser à :*

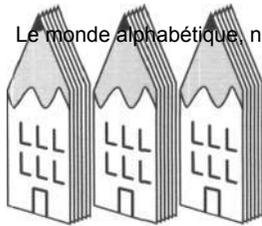
Institut de l'UNESCO pour l'éducation,  
prix international de recherche en alphabétisation  
Feldbrunnenstrasse 58

B.P. 13 10 23

20110 Hambourg - Allemagne

Télécopieur : (4940) 410 7723

Téléphone : (4940) 44 80 41-0



**RGPAQ**

# LISTE DES

## **MONTREAL MÉTROPOLITAIN**

**ATELIER DES LETTRES**  
1710, rue Beaudry  
Montréal H2L 3E7  
Tél. : (514) 524-0507

**CARREFOUR D'ÉDUCATION  
POPULAIRE DE POINTE  
ST-CHARLES**  
2356, rue Centre  
Montréal H3K 1J7  
Tél. : (514) 596-4444  
Télé. : (514) 596-4443

**CENTRE DE LECTURE  
ET D'ÉCRITURE**  
3684, rue Mentana  
Montréal H2L 3R3  
Tél. : (514) 527-9097

**CENTRE HAÏTIEN  
D'ANIMATION ET  
D'INTERVENTION SOCIALE**  
7700, avenue d'Outremont  
C.P. 514, Succ. R  
Station St-Laurent,  
Montréal H2S 3M3  
Tél. : (514) 271-7563

**CENTRE D'ACTION  
SOCIO-COMMUNAUTAIRE  
DE MONTRÉAL**  
4050, rue St-Urbain  
Montréal H2W 1V3  
Tél. : (514) 842-8045

**COLLECTIF DE RECHERCHE  
ET D'INTERVENTION  
KISKEYA (CRIK)**  
7115, Chemin Côte-des-Neiges  
Montréal H3R 2M2  
Tél. : (514) 735-8867

**COMITÉ D'ÉDUCATION  
DES ADULTES DE ST-HENRI  
(CEDA)**  
2515, rue Delisle  
Montréal H3J1K8  
Tél. : (514) 596-4422  
Télé. : (514) 596-4981

**CENTRE N'A RIVE**  
7027, rue St-Denis  
Montréal H2S 2S5  
Tél. : (514) 278-2157

**LA JARNIGOINE**  
7445, rue St-Denis  
Montréal H2R 2E5  
Tél. : (514) 273-6683

**LETTRES EN MAIN**  
5483, 12<sup>e</sup> avenue  
Montréal HIX 2Z8  
Tél. : (514) 729-3056

**MAISON D'HAÏTI**  
8833, boul. St-Michel  
Montréal H1Z 3G3  
Tél. : (514) 326-3022  
Télé. : (514) 326-3024

**TOUR DE LIRE**  
1437, boul. Pie IX  
Montréal H1V 2C2  
Tél. : (514) 521-2075

**UN MONDALIRE**  
12 127, rue Victoria  
Montréal H1B 2R4  
Tél. : (514) 640-9228

## **MONTEREGIE**

**BOÎTE À LETTRES**  
360, rue Cherboung  
Longueuil J4J 4Z3  
Tél. : (514) 646-9273  
Télé. : (514) 679-3294

**CLÉ DES MOTS**  
870, Chemin St-Jean #21  
Laprairie J5R 2L5  
Tél. : (514) 659-7941

**GROUPE D'ENTRAIDE IOTA**  
160, rue Charron  
Ville Lemoyne J4R 2K7  
Tél. : (514) 465-1803

**LA PORTE OUVERTE**  
439, boul. Séminaire Nord  
St-Jean-sur-Richelieu J3B 5L4  
Tél. : (514) 349-6827

## **LAURENTIDES-LANAUDIÈRE**

**ABC DES MANOIRS**  
568, rue Léon-Martel  
Terrebonne J6W 2J8  
Tél. : (514) 471-6928  
Télé. : (514) 471-6928

**COOP DE SERVICES  
MULTIPLES LANAUDIÈRE**  
2566, rue Victoria  
Ste-Julienne J0K 2T0  
Tél. : (514) 831-3333  
Télé. : (514) 831-4232  
(caisse pop)

# GROUPE MEMBRES

**REGROUPEMENT DES ASSISTES  
SOCIAUX DE JULIETTE MÉTRO**  
181, rue Lajoie Sud  
Joliette J6E 5L3  
Tél. : (514) 759-7977

**DÉCLIC**  
731-A, rue Montcalm  
C.P. 1439  
Berthierville JOK 1A0  
Tél. : (514) 836-7122  
Télé. : (514) 836-1939

## **SAGUENAY-LAC ST-JEAN**

**GROUPE CENTRE LAC-D'ALMA**  
475, rue St-Bernard Ouest  
Alma G8B 4R1  
Tél. : (418) 668-3357  
Télé. : (418) 668-0534

**CENTRE ALPHA DE LA BAIE**  
802, boul. Grande Baie Nord  
La Baie G7B 3K7  
Tél. : (418) 544-2586  
Télé. : (418) 544-4203

**CENTRES MOT-À-MOT**  
3760, rue St-Léonard  
Shipshaw GOV 1V0  
Tél. : (418) 695-5385  
Télé. : (418) 542-6173 (extérieur)

## **QUÉBEC**

**ATOUT-LIRE**  
266, rue St-Vallier Ouest  
Québec G1K1K2  
Tél. : (418) 524-9353  
Télé. : (418) 529-4407 (extérieur)

**ALPHABEILLE VANIER**  
235, rue Beaucauge  
Ville Vanier G1M 1H2  
(418) 527-8267

## **ESTRIE**

**LE CENTRE D'ÉDUCATION  
POPULAIRE DE L'ESTRIE**  
31, rue King Ouest, Bureau 415  
Sherbrooke J1H 1N5  
Tél. : (819) 562-1466

## **ABITIBI-TÉMISCAMINGUE**

**ALPHA-TÉMIS**  
1019, Route 382  
Laverlochère JOZ 2P0  
Tél. : (819) 765-3431

**CENTRE DE CROISSANCE  
D'ABITIBI-OUEST**  
419-B, 2e Rue Est  
C.P. 533  
La Sarre J9Z 3J3  
Tél. : (819) 333-3881

## **BAS ST-LAURENT**

**CENTRE D'ALPHABÉTISATION  
DES BASQUES**  
320, rue Jean-Rioux  
Trois-Pistoles GOL 4K0  
Tél. : (418) 851-4088  
Tél. : (418) 851-3320  
Télé. : (418) 851-3567 (extérieur)

## **MAURICIE/BOIS-FRANCS**

**ALPHA-NICOLET**  
690, rue Monseigneur Panet  
Nicolet JOG 1E0  
(819) 293-5745

**CO.M.S.E.P.**  
749, rue St-Maurice  
Trois-Rivières G9A 3P5  
Tél. : (819) 378-6963  
Télé. : (819) 378-0628

**LUDOLETTRE**  
a/s Danielle Marchessault  
460, rue Principale  
C.P. 488  
St-Léonard-d'Aston JOC 1M0  
Tél. : (819) 399-3023  
Tél. : (819) 399-2494

**CENTRE D'ÉDUCATION  
POPULAIRE DE POINTE-DU-LAC**  
a/s Lise St-Germain  
201, Grande Allée  
Pointe-du-Lac G0X 1Z0  
Tél. : (819) 377-3309

**LA CLÉ EN ÉDUCATION  
POPULAIRE DE MASKINONGÉ**  
92, rue St-Thomas  
Louiseville J5V 2A4  
Tél. : (819) 228-8071

## **CÔTE-NORD**

**LIRA**  
5-A, rue napoléon  
Sept-Iles G4R 3K5  
Tél. : (418) 968-9843

**POPCO INC.**  
41 Parent  
Port-Cartier G5B 2G3  
Tél. : (418) 766-8047

# MATHÉMATIQUES AU QUOTIDIEN

Sous la direction de Claude Janvier

Francine Loignon

Linda Maziade

Françoise Lefebvre



**Obtenez une réduction de 20 %  
en commandant la vidéo et le document**

Le RGPAQ et le Service aux collectivités de l'UQAM présentent le numéro neuf de la série «Un visa pour l'alpha pop», **Mathématiques au quotidien : activités et projets.**

Ce document est le complément indispensable de la vidéo «**La sauce à ... calculer ou les mathématiques en alphabétisation populaire**» parue dans la même collection en 1993. Il constitue un support matériel pour l'encadrement quotidien des activités d'apprentissage en mathématiques.

Plusieurs scénarios d'intervention en enseignement aux adultes analphabètes sont proposés selon une approche qui diffère fondamentalement du modèle scolaire traditionnel.

Ces scénarios ont été élaborés, expérimentés et colligés par une équipe d'animatrices et d'animateurs en alphabétisation populaire, sous la direction de Claude Janvier, didacticien au département d'Informatique et de Mathématiques de l'UQAM, à partir de plusieurs sessions de formation et d'expériences recueillies auprès d'animatrices.

COÛT :	document	document et vidéo
Membres, étudiant-e-s, sans emploi :	10\$	40\$
Groupes populaires :	12\$	58\$
Institutions :	15\$	92\$

(La TPS et la TVQ ne s'appliquent pas, nous sommes un petit fournisseur)

## BON DE COMMANDE

Veuillez me faire parvenir exemplaire (s) des documents «**Les mathématiques au quotidien**».

Veuillez me faire parvenir exemplaire (s) des documents «**Les mathématiques au quotidien**»  
et «**La sauce à ... calculer**»

(Les frais de poste seront ajoutés au montant de votre facture)

NOM

ORGANISME

ADRESSE

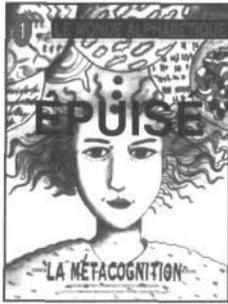
VILLE

PROVINCE

CODE POSTAL

TÉLÉPHONE

REGROUPEMENT DES GROUPES POPULAIRES EN ALPHABÉTISATION DU QUÉBEC  
5040, boul. St-Laurent, Montréal (Québec) H2T 1R7 Téléphone (514) 277-9976 Télécopieur (514) 277-2044



NUMÉRO 1



NUMÉRO 2



NUMÉRO 3



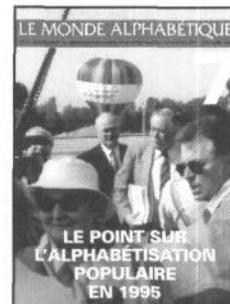
NUMÉRO 4



NUMÉRO 5



NUMÉRO 6



NUMÉRO 7

## BON DE COMMANDE

Tarif: 10,00\$ le numéro

*Veillez me faire parvenir*  
exemplaire (s) du Monde alphabétique No \_\_\_\_\_

Je vous fais parvenir un chèque au montant de \_\_\_\_\_

Frais d'envoi : 2,00\$ (pour 1 exemplaire)

NOM \_\_\_\_\_

ORGANISME \_\_\_\_\_

ADRESSE \_\_\_\_\_

VILLE \_\_\_\_\_ PROVINCE \_\_\_\_\_ PAYS \_\_\_\_\_

CODE POSTAL \_\_\_\_\_ TÉLÉPHONE \_\_\_\_\_ TÉLÉCOPIEUR \_\_\_\_\_

LE REGROUPEMENT DES GROUPES POPULAIRES EN ALPHABÉTISATION DU QUÉBEC  
5040, Boulevard St-Laurent, Montréal H2T 1R7 Téléphone (514) 277-9976 Télécopieur (514) 277-2044

**LE POINT SUR  
L'ALPHABÉTISATION  
POPULAIRE EN 1995**

- Retour vers le passé!
- Il était une fois ...
- «Même les corneilles y étaient» :  
une conférence de presse en plein air
- Une participante rencontre le ministre  
• États généraux sur l'éducation?
- Alphabétisation et aide sociale : un ménage difficile

